

Bureau du coroner

ÉTUDE DES CRÉDITS **2021-2022**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOMES 1, 2 ET 3

MAI 2021



Bureau du coroner



ÉTUDE DES CRÉDITS **2021-2022**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 1

MAI 2021

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2020-2021 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).			
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2021 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.			
3	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2020-2021, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.			1
4	Pour l'année 2020-2021, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et les dates du début et de la fin de leur mandat; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, la date du début et de la fin de leur mandat et leur curriculum vitae; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.			6
5	Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.			7
6	Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.			8
7	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2020-2021.			9
8	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2020-2021.			
9	Pour l'année 2020-2021, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère, le cabinet ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant : a) les coûts; b) le nombre de participants; c) les questions posées aux participants; d) les résultats du sondage.			10
10	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2020-2021.			

NO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE</p>	<p align="center">RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p align="center">RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP</p>	<p align="center">PAGE</p>
11	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.			11
12	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.			13
13	Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2020-2021.			14
14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; la liste des concours qui ont pris fin.			15
15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.			

NO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE</p>	<p align="center">RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p align="center">RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP</p>	<p align="center">PAGE</p>
16	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :</p> <p>a) le nombre d'employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques;</p> <p>b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;</p> <p>c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;</p> <p>d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;</p> <p>e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</p>			16
17	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilées par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2021-2022.</p>			
18	<p>Crédits budgétaires alloués en 2020-2021 et prévus en 2021-2022 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).</p>			
19	<p>Concernant l'unité permanente anticorruption (UPAC), fournir :</p> <p>a) au 31 mars 2021, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif;</p> <p>b) budget ventilé de l'UPAC pour 2020-2021 ;</p> <p>c) liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC ;</p> <p>d) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2021 ;</p> <p>e) bilan des activités de l'UPAC.</p>			
20	<p>Indiquer les sommes dépensées par le ministère en 2020-2021 pour la refonte du système de mission des services correctionnels Dacor. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du nouveau système.</p>			

NO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE</p>	<p>RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p>RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP</p>	PAGE
21	<p>La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2020-2021. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.</p>			
22	<p>Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant : a) coûts pour l'exercice 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022; b) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF ; c) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs ; d) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités ?</p>			
23	<p>Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2021.</p>			
24	<p>Echéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.</p>			
25	<p>Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec et nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2021.</p>			
26	<p>Nombre d'amendes remises et valeurs totales de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.</p>			
27	<p>Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2020-2021 et 2021-2022.</p>			
28	<p>Les détails du coût du corps de police autochtone pour les différentes communautés.</p>			
29	<p>Pour l'année 2020-2021, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.</p>			
30	<p>Pour l'année 2020-2021, tout document et crédit demandés au ministère du Conseil du trésor concernant l'application de la loi sur le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.</p>			
31	<p>Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.</p>			
32	<p>Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.</p>			
33	<p>Détails et bilan de la campagne de sensibilisation à l'enregistrement des armes à feu.</p>			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
34	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2020-2021. Sommes totales prévues en subvention pour 2021-2022.			
35	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2020-2021 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide et le montant reçu.			
36	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.			
37	Fournir un état de situation pour les sept sous actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.			
38	État de situation, au 31 mars 2021, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années : a) le budget pour chacune des années ; b) l'évolution du nombre d'employés ; c) une liste des interventions pour chacune des années ; d) tout autre document pertinent.			
39	Pour chaque année depuis les cinq dernières années : indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.			
40	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2020-2021.			
41	Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du ministère en 2020-2021, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.			
42	Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds vert, par année, pour les cinq dernières années. Ventiler les sommes par programme inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
43	<p>La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2020-2021 avec mention :</p> <p>a) de la description du projet ; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaires ; c) du programme concerné, le cas échéant ; d) du montant déboursé ; e) de la date du déboursement ; f) de l'objectif poursuivi en matière de réductions des GES.</p> <p>Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives. Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en matière de réduction des GES.</p>			
44	<p>Concernant la gestion du Fonds vert par le ministère, fournir pour 2020-2021 :</p> <p>a) le cadre de gestion utilisé ; b) la grille d'évaluation des projets ; c) les objectifs poursuivis.</p>			
45	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire.			
46	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2021, répartis par corps de police municipale.			
47	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.			
48	Pour l'année 2020-2021, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes inter municipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.			
49	Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP.			
50	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.			
51	La liste des corps policiers autochtones en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
52	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.			
53	Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.			
54	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.			
55	Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2020-2021.			
56	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2020-2021.			
57	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par poste, et leur rémunération pour la période 2020-2021.			
58	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus en 2020-2021 concernant le Taser.			
59	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année.			
60	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région.			
61	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années.			
62	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.			
63	Copie des études, scénarios ou analyses commandés, réalisés ou obtenus en 2020-2021 concernant les caméras portatives pour les policiers.			
64	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.			
65	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2020-2021.			
66	Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.			
67	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies de cannabis de contrebande pour 2020-2021.			
68	Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.			
69	Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.			
70	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2021-2022.			
71	Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2020-2021. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
72	État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.			
73	Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social.			
74	État de situation des travaux du comité consultatif sur le document Réalité policière au Québec : modernité, confiance et efficience. Indique, l'échéancier des travaux, la liste de consultations effectuées, budget dédié et ventilé, et ce en date du 31 mars 2021.			
75	Les crédits nécessaires aux points de contrôle dans le contexte pandémique pour chaque région du Québec ventilé par mois.			
76	Les données disponibles et l'impact de l'intégration au Guide des pratiques policières de la nouvelle pratique portant sur l'interpellation policière.			
77	Toute mesure ou action et budget octroyé pour rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires.			
78	Nombres d'intervenants en services sociaux ajoutés aux corps policiers pour la création d'équipes de patrouilles mixtes.			
79	Toute mesure ou action et budget octroyé pour mettre en place de la formation continue sur la question de la discrimination, du racisme et du profilage pour les corps policiers, les services correctionnels et les constables spéciaux.			
80	Fournir le bilan, les crédits alloués, les données, le nombre d'heure et de frais en temps supplémentaire concernant l'Opération Systématisée Comportements À Risque, en précisant : a) le nombre d'effectifs impliqués; b) le nombre de contraventions et de sanctions de toutes sortes dans le cadre de cette intervention;			
81	Concernant l'aide financière d'urgence aux organismes communautaires, veuillez fournir le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2020-2021. Joindre aussi la liste des organismes communautaires où des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.			
82	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de mettre en œuvre le second rapport de l'observatrice civile indépendante.			
83	La ventilation des montants dépensés, le bilan et le plan de déploiement relativement à l'annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu.			
84	Concernant Québec En Alerte, fournir : a) les données relativement à cette alerte, notamment le nombre de fois utilisé et autres statistiques disponibles; b) les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers; c) le coût pour chaque utilisation; d) le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie.			

NO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE</p>	<p align="center">RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p align="center">RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP</p>	<p align="center">PAGE</p>
85	<p>Concernant l'alerte AMBER, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les données relativement à cette alerte, notamment le nombre de fois utilisé et autres statistiques disponibles; b) les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers; c) le coût pour chaque utilisation; d) le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie; e) le taux d'efficacité de la diffusion. 			
86	<p>Les crédits alloués au resserrement des mesures sanitaires dans les commerces et la présence policière accrue, notamment pendant le temps des fêtes en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les dates des missions policières; b) le nombre d'effectifs impliqués; c) les régions et services policiers impliqués. 			
87	<p>Concernant le couvre-feu, veuillez préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les conditions justifiant la gradation des amendes; b) le nombre d'interventions faites; c) le nombre d'avertissements; d) le nombre d'amendes rendues et de sanction de toutes sortes; e) les crédits alloués au respect de cette mesure ventilé par mois. 			
88	<p>Tous crédits alloués à l'étude de l'abolition du service de police de Mont-Tremblant afin de permettre à la SQ de desservir la ville, en précisant les motifs et documentations légitimant cette autorisation.</p>			
89	<p>Bilan des opérations policières accrues pendant la semaine de relâche du 26 février au 7 mars 2021.</p>			
90	<p>Concernant l'aide financière aux entreprises du secteur de la vente d'alcool pour consommation sur place, veuillez fournir le nom des organismes qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2020-2021. Joindre aussi la liste des organismes à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.</p>			
91	<p>Tout plan et crédit alloué dans l'amélioration et les mises à jour des procédures, notamment d'enquêtes et de mobilisation de recherches de personnes disparues depuis les événements tragiques entourant le décès de Norah et Romy Carpentier.</p>			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
92	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le trafic d'armes de poing en précisant notamment : a) toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme; b) bilan et état des lieux; c) toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d) effectifs dédiés.			
93	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant : a) toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme; b) bilan et état des lieux; c) toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d) effectifs dédiés.			
94	Concernant la suspension et le processus de destitution du directeur général de la Sûreté du Québec, veuillez : a) préciser quels règlements et loi encadrent et précisent les conditions, pouvoirs et responsabilités du Secrétariat aux emplois supérieurs lui permettant de mettre sur pied un comité de trois experts afin de faire un rapport confidentiel dans le cadre d'une destitution d'un titulaire d'un emploi supérieur; b) préciser et fournir la copie du mandat de ce comité; c) fournir les contrats pour chacun des experts formant le comité créé par le Secrétariat en précisant notamment, leur rémunération respective, la durée des travaux, le budget alloué, comptes de dépenses et tout autre élément pertinent; d) préciser l'ensemble des crédits dépensés depuis le 6 mars 2019 dans le cadre de la suspension du titulaire de poste en matière de rémunération, de frais juridiques, de pénalités, et tout autre frais par poste budgétaire; e) fournir l'état des lieux le plus récent et les détails du processus général de destitution de ce titulaire de poste.			
95	Concernant le règlement encadrant les chiens notamment ceux qui sont considérés comme dangereux veuillez fournir : a) le nombre de municipalités qui n'ont pas encore mis en place un plan d'encadrement; b) les pénalités et leur ventilation aux municipalités récalcitrantes; c) toutes statistiques, études et notes pertinentes au sujet des chiens dangereux au Québec.			
96	Mesures prises, crédits et effectifs alloués afin de contrôler les voyageurs et les quarantaines obligatoires qui traversent la frontière canadienne de façon aérienne et surtout terrestre.			
97	Concernant l'accès à l'information: a) nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021; b) nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021; c) nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
98	Bilan et statistiques au sujet notamment, du nombre de plaintes et d'interventions concernant des chiens dangereux.			
99	Mesures prises, crédits et effectifs alloués afin de contrôler les voyageurs et les quarantaines obligatoires qui traversent la frontière canadienne de façon aérienne et surtout terrestre.			
100	Bilan et statistiques au sujet notamment, du nombre de plaintes et d'interventions concernant des cas de suicide, tentative de suicide et problèmes conjugaux ventilés sur les trois dernières années.			
101	Tout plan et crédit alloué dans l'amélioration et les mises à jour des procédures, notamment d'enquête et de mobilisation de recherche de personnes disparues depuis les événements tragiques entourant le décès de Norah et Romy Carpentier.			
102	Les crédits nécessaires aux points de contrôle dans le contexte pandémique pour chaque région du Québec ventilé par mois.			
103	Bilan des opérations policières accrues pendant la semaine de relâche du 26 février au 7 mars 2021.			
104	L'investissement en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.			
105	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2021, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.			
106	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc.) pour les policiers et (cadres, professionnels, techniciens, etc.) pour les civils au 31 mars 2021.			
107	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2021.			
108	La répartition détaillée des interventions, en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduites dangereuses, etc.) pour la période 2020-2021 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2020 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.			
109	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la Sûreté du Québec, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2020-2021. Fournir la ventilation salariale pour chaque segment.			
110	Effectif affecté au Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec.			
111	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).			
112	Tout analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.			
113	Tout analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
114	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2020-2021, ainsi que les augmentations prévues.			
115	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.			
116	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2020-2021 et pour chacune des cinq dernières années.			
117	Délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2020-2021.			
118	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la Sûreté du Québec et sur le territoire des corps de police municipaux pour la période 2020-2021.			
119	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.			
120	Liste des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis par fonction, direction et région.			
121	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2020-2021 et pour chacune des cinq dernières années.			
122	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution juvénile en 2020-2021.			
123	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir : a) au 31 mars 2021, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif ; b) budget ventilé de l'EILP pour 2020-2021 et 2021-2022 ; c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP ; d) bilan des activités de l'EILP.			
124	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2020-2021 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.			
125	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.			
126	Pour la Sûreté du Québec, pour l'année 2020-2021 et les cinq années précédentes, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtones de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
127	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.			
128	Les données disponibles et l'impact de l'intégration au Guide des pratiques policières de la nouvelle pratique portant sur l'interpellation policière.			
129	Toute mesure ou action et budget octroyé pour rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires.			
130	Nombres d'intervenants en services sociaux ajouter aux corps policiers pour la création d'équipes de patrouilles mixtes.			
131	Toute mesure ou action et budget octroyé pour mettre en place de la formation continue sur la question de la discrimination, du racisme et du profilage pour les corps policiers, les services correctionnels et les constables spéciaux.			
132	Fournir le bilan, les crédits alloués, les données, le nombre d'heure et de frais en temps supplémentaire concernant l'Opération Systématisée Comportements À Risque, en précisant : a) le nombre d'effectifs impliqué; b) le nombre de contraventions et de sanctions de toutes sortes dans le cadre de cette intervention.			
133	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2020-2021.			
134	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2020-2021.			
135	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention pour 2020-2021.			
136	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention en 2020-2021.			
137	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de justice (pour comparution) en 2020-2021. Ventilation par centre de détention.			
138	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.			
139	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention, au 31 mars 2021, ventilation par condamné et prévenu.			
140	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2021.			
141	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
142	Le nombre d'admission de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2020-2021.			
143	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur en 2020-2021, ventilation par centre de détention.			
144	Le nombre d'évasions pour chaque centre de détention en 2020-2021.			
145	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2021 et pour chacune des cinq dernières années.			

NO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE</p>	<p align="center">RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p align="center">RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP</p>	<p align="center">PAGE</p>
146	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2020-2021.			
147	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière en 2020-2021.			
148	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.			
149	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et pour accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.			
150	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.			
151	Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.			
152	Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heure de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.			
153	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.			
154	Le coût des roulottes dans les centres de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par centre de détention.			
155	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2020-2021 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.			
156	Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires qui ont été saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.			
157	Pour les cinq dernières années, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.			
158	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de la fin des travaux.			
159	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.			
160	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2020-2021.			
161	État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
162	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.			
163	Pour 2020-2021, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST à la suite d'une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.			
164	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2020-2021.			
165	Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées et la liste des effets saisis pour 2020-2021. Ventiler par centre de détention.			
166	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.			
167	Crédits alloués en mesures sanitaires, gestion d'éclosion de la COVID-19 dans le milieu carcéral.			
168	Crédits alloués en soin de santé mentale et prévention du suicide dans le milieu correctionnel.			
169	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.			
170	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2020-2021.			
171	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.			
172	État d'avancement de la mise en œuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relative aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.			
173	Détails de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.			
174	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.			
175	État de situation au 31 mars 2021 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022. Ventiler la mise en œuvre par : a) orientation de la Politique ; b) objectif de la Politique ; c) ministère de mise en œuvre ; d) résultats atteints en 2020-2021 ; e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2020-2021 et 2021-2022 ; f) budget pour chaque action ; g) tout document produit à cet effet.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
176	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2021, ventilés par ville ou municipalité.			
177	Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.			
178	Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en 2020, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.			
179	Liste de tous les montants octroyés en raison des inondations et pluies survenues en mars 2020, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.			
180	Liste de tous les montants octroyés en raison des inondations et pluies survenues en décembre 2020, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.			
181	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2020-2021, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.			17
182	L'effectif du Bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2020-2021.			152
183	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2020-2021 ainsi que les augmentations prévues.			153
184	Modifications apportées aux fonctions et responsabilités du coroner en chef adjoint.			154
185	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis cinq ans ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.			155
186	La liste des enquêtes terminées en 2020-2021 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).			156
187	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2021 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.			157
188	Copie des directives, orientations ou autres envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2020-2021.			159
189	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.			160
190	Impacts financiers de l'adoption du projet de loi 45, Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef, notamment sur les délais d'enquêtes, le suivi des recommandations et autres.			162
191	Au sujet des recommandations des coroners pour 2020-2021: a. le nombre total; b. le bilan des recommandations des coroners ventilé par leur état de cheminement et de suivi; c. le nombre et la liste des intervenants visés par au moins une recommandation qui n'ont pas fait part des mesures qu'ils entendent mettre en place; d. les intervenants les plus récurrents.			163

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
192	En date du 31 mars 2021, le nombre total de recommandations en vigueur n'ayant pas eu de suivi connu et en précisant le nombre d'intervenants n'ayant pas fait part des mesures qu'ils entendaient mettre en place.			164
193	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2020-2021.			
194	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2020-2021 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2020-2021 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.			
195	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2020-2021 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.			
196	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire et nombre de plaintes refusées, par motif.			
197	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2020-2021.			
198	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2020-2021 ainsi que les augmentations prévues.			
199	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2020-2021. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.			
200	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2021, par catégorie et par origine.			
201	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.			
202	Pour 2020-2021, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.			
203	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022.			
204	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2020-2021, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.			
205	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2020-2021 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).			
206	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2020-2021.			
207	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2020-2021. La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2020-2021, ainsi que les augmentations prévues.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
208	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.			
209	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.			
210	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2020-2021 et montant de la subvention prévue pour 2021-2022.			
211	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2020-2021.			
212	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2020-2021, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.			
213	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2020-2021.			
214	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2020-2021, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.			
215	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2020-2021, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.			
216	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2020-2021.			
217	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis cinq ans, par année financière.			
218	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2020-2021.			
219	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2020-2021, ainsi que le résultat de chacune des décisions.			
220	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis cinq ans, et ce, par année financière.			
221	Nombre de plaintes en relation avec des pratiques dégradantes envers les femmes dans des établissements détenant un permis d'alcool autorisant la consommation sur place (notamment un permis de bar), depuis cinq ans, et ce, par année.			
222	État de situation sur la révision du Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques, notamment afin de protéger les mineurs et favoriser une consommation responsable d'alcool.			
223	Depuis cinq ans, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventiler par sport.			
224	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, d'un salon de jeux et/ou d'une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.			
225	Tous ébauches et crédits alloués dans une réforme législative ou réglementaire afin de permettre à des producteurs de produits alcoolisés québécois de pouvoir livrer directement aux consommateurs notamment par des tiers.			

NO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE</p>	<p>RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p>RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP</p>	<p>PAGE</p>
226	État de situation quant à l'abolition du timbre et des autres systèmes de marquage des boissons alcooliques initialement prévue le 12 juin 2020 par la Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques. Entre autres, préciser les dates de rencontre du comité interministériel mis sur pied le 22 août 2018 pour mener à bien cette révision, le nom de ses membres ainsi que la liste des alternatives au timbre retenues pour analyse depuis sa constitution.			
227	<p>Au sujet de la livraison d'alcool par des tiers notamment des compagnies de livraison :</p> <p>a) les mesures mises en place afin de contrôler notamment l'âge de la majorité et les autres aspects légaux;</p> <p>b) le nombre de contraventions à la loi concernant la livraison d'alcool par des tiers;</p> <p>c) les crédits alloués à ce secteur d'activité;</p> <p>d) le nombre de commandes d'alcool livrées sans repas ou nourriture.</p>			
228	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2020-2021, par région.			
229	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2020-2021.			
230	Budget alloué au BEI pour l'année 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.			
231	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2020-2021.			
232	Effectif du BEI en date du 31 mars 2021. Préciser, pour chacun des postes suivant le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.			
233	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.			
234	Nombre d'enquêtes ouvertes en 2020-2021, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées.			
235	Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2020-2021.			
236	Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2020-2021, ventilé par corps de police et par type de manquements.			
237	Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2020-2021.			
238	Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet de la ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2020-2021.			

NO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE</p>	<p align="center">RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p align="center">RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP</p>	<p align="center">PAGE</p>
239	Travaux entourant la mise en place de l'alerte Silver : a) liste des rencontres entre le MSSS et le MSP ; b) plan de déploiement ; c) sommes prévues par année pour l'implantation de l'alerte Silver.			
240	Nombre d'ETC affectés à la sécurité des sentiers de motoneige ventilés par catégorie d'emploi et par région administrative (policiers, agents de la faune ou autres).			
241	Les sommes octroyées à Aventure Écotourisme Québec pour la formation offerte aux guides en 2020-2021 et prévisions pour 2020-2021. Préciser : a) les dates de formation ; b) les noms des participants ainsi que l'organisme pour lequel ils s'y rattachent ; c) le plan de formation original et le plan de formation bonifié ; d) les noms de tous les guides accrédités ainsi que l'organisme pour lequel ils s'y rattachent.			
242	Toute correspondance écrite ou électronique entre la ministre ou tout responsable du ministère et tout représentant de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec.			

*Les autres questions se réfèrent aux autres ministères et organismes du MSP.

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2020-2021, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale	Étudier les décès survenus au Québec dans un contexte de violence conjugale afin d'en comprendre les différents aspects, de faire des recommandations visant la prévention, de conseiller les coroners et de favoriser le partage de connaissance entre les divers intervenants.	À cœur d'homme, Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape pour les femmes et enfants victimes de violence conjugale, Association des directeurs de police du Québec (ADPQ), Service de police Agglomération de Longueuil, Bureau du coroner, Carrefour sécurité en violence conjugale, Conseil du statut de la femme, Consultante en matière de violence faite aux femmes, Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), Fédération des maisons d'hébergement pour femmes du Québec, Femmes autochtones du Québec inc., Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), Maison Radisson-Carrefour sécurité en violence conjugale, Ministère de la Sécurité publique, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Regroupement des maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale, Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), Services correctionnels du Québec, Sûreté du Québec, Université du Québec à Montréal (UQAM), Université d'Ottawa.	36 000	<p>Le comité a déposé son premier rapport en décembre 2020, lequel comprend vingt-huit (28) recommandations adressées à divers organismes.</p> <p>Les rencontres ont été suspendues en 2021 en raison de la COVID-19.</p> <p>Le calendrier des travaux et les dates des prochaines rencontres seront déterminés sous peu.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'examen des décès d'enfants	Étudier les cas de décès d'enfants qui ont fait l'objet d'un avis au coroner afin d'en comprendre les différents aspects, de faire des recommandations visant la prévention, de conseiller les coroners et de favoriser le partage de connaissances entre les divers intervenants.	Bureau du coroner, Centre hospitalier universitaire (CHU) de Québec, Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), Institut de la santé publique du Québec (INSPQ), Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale du Québec (LSJML), Service de police de la Ville de Québec (SPVQ), Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Sûreté du Québec.	Aucun	<p>Le Comité a poursuivi ses travaux sur les décès d'enfants, notamment en étudiant le phénomène du cododo, de l'asphyxie positionnelle, du filicide, du décès subit du nourrisson, ainsi que par des discussions avec la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, et la création de liens avec le comité des pathologistes pédiatriques, entre autres.</p> <p>Le dépôt du bilan des travaux 2019-2021 qui, de manière exceptionnelle, couvrira une plus grande période de référence à cause de la situation extraordinaire causée par la pandémie, situation ayant forcé l'annulation de plusieurs rencontres, est prévue pour fin juillet 2021. Ce rapport comprendra les recommandations du Comité.</p> <p>Dernières rencontres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le 24 septembre 2020 • le 18 février 2021 <p>Prochaine rencontre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le 3 juin 2021

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de révision des collisions mortelles	<p>Dans le but de réduire les collisions mortelles, le comité a pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Émettre des messages porteurs pour sensibiliser et éduquer les usagers afin d'améliorer leur comportement ; - Intervenir sur les infrastructures ; - Orienter les efforts des intervenants du milieu ; - Intégrer des partenaires de la société dans la recherche de solution. 	<p>Bureau du coroner, Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Direction régionale de santé publique (CIUSS du Centre-sud-de-l'Île-de-Montréal).</p>	Aucun	<p>Échange d'information factuelle permettant d'augmenter l'efficiencia et l'efficacité des partenaires qui interagissent suite à une collision mortelle. Ces échanges mènent à des propositions de solutions temporaires ou permanentes, sans toutefois interférer avec les responsabilités qui incombent aux différents participants dans leur champ de pratique respectif.</p> <p>Le comité est consultatif et se veut une roue de transmission vers les organisations impliquées.</p> <p>Le déclenchement d'un comité survient dans les meilleurs délais suivant une collision mortelle ou le décès d'une personne impliquée dans une collision.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'examen des décès de personnes autochtones et invités	Ce nouveau comité découle de la forte volonté du Bureau du coroner d'engager le dialogue avec les différentes communautés afin de mieux comprendre leurs besoins et leurs attentes, tout en faisant connaître davantage le rôle des coroners. Dans un premier temps, le mandat du comité est de se pencher sur la mortalité par suicide des personnes inuites du Nunavik dans une perspective de prévention des décès et de protection de la vie humaine.	Bureau du coroner, Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, représentants de la communauté Inuite du Nunavik et autres acteurs à définir.	Aucun	Des discussions préalables ont eu lieu avec la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ainsi qu'avec le Secrétariat aux affaires autochtones afin de démarrer les travaux du comité. S'en est suivie une formation ayant été offerte aux coroners et membres du personnel qui sont membres du comité, afin de les sensibiliser à la réalité et la culture autochtone et inuite.
Comité scientifique Bureau du coroner et le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML)	Objectif de répondre aux besoins en toxicologie pour le Bureau du coroner : -Centraliser les demandes en toxicologie; -Produire une entente de service;	Bureau du coroner, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.		Centraliser les toxicologies et obligations de rencontres de suivis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 4 : Pour l'année 2020-2021¹, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
BUREAU DU CORONER	Voir réponse aux questions 147 et 148	Voir réponse aux questions 147 et 148	Voir réponse aux questions 147 et 148	5 644

* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : <https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 5 : Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Bureau du coroner	0
-------------------	---

Les données sont en date du 28 février 2021.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Bureau du Coroner	2
-------------------	---

Données au 28 février 2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 7 :	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2020-2021.
---------------------	---

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2020-2021 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre total employés au 28 février 2021	Nbre employés occassionnels au au 28 février 2021	%
Bureau du coroner	57	23	40 %

5 postes occasionnels attribués en raison du contexte de la COVID-19 pour les enquêtes publiques.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers de corps d'emploi 899 sont exclus.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 9 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2020-2021, en incluant les coûts.

Aucun

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 11 :	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
----------------------	---

Formations, colloques et congrès

Année 2020-2021¹

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Programme de soutien aux études – Cours : Organismes décisionnels et centraux du gouvernement	Direction de l'administration	Session Automne 2020	1	Université du Québec à Montréal 1430, rue St-Denis Montréal (Québec) H2X 3J8	293,49 \$
Programme de soutien aux études – Cours : Organismes décisionnels et centraux du gouvernement	Direction de l'administration	Session Hiver 2021	1	Université du Québec à Montréal 1430, rue St-Denis Montréal (Québec) H2X 3J8	284,87 \$
Session de formation à la retraite	Direction de l'administration	2020-02-03	1	Commission scolaire de la Capitale Centre Louis-Joliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation thématique : Le gestionnaire nouvellement promu	Bureau du coroner en chef	2020-11-16 2020-11-17 2020-12-11	1	Technologia Webinaire	1 150,00 \$
Conférence IAPQ : L'intelligence managériale au service de la transformation des organisations	Direction de l'administration	3	2020-10-29	Institut de l'administration publique du Québec Webinaire	250,00 \$

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation : Maximiser son influence personnelle	Bureau du coroner en chef	1	2020-11-19	Groupe MP-Plus Webinaire	429,99 \$
Formation : L'intervention de l'avocat à l'ère numérique dans une salle virtuelle	Bureau du coroner en chef	2	2020-11-30	Barreau du Québec Webinaire	251,00 \$
Formation : L'accès à l'information	Direction de l'administration	2	2020-11-25	Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée [A.A.P.I] Webinaire	680,00 \$

Contrats de formation

Année complète 2020-2021¹

Aucun contrat de formation pour la période visée.

Aucune dépense

¹ Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2021.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Rapports d'investigation du coroner (traduction du français en inuktitut)	Compagnie Keleny	1 347

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec(ITQ)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 13 : Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2020-2021.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
1701, rue Parthenais, Montréal (Québec) H2K 3S7 (Bureau de Montréal)	Installation de deux casiers pour ranger les équipements de protection individuels des préposés à l'extérieur de leur bureau de travail (mesure d'hygiène ET COVID-19)
1701, rue Parthenais, Montréal (Québec) H2K 3S7 (Morgue de Montréal)	Peinture des locaux de la morgue.

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 14 :	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
Aucun	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;**
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Deux employés.
- b)** Dépenses totalisant 5 445 \$
- c)** Aucune rencontre : Le colloque des coroners prévu au mois de septembre a été annulé en raison des mesures sanitaires liées à la pandémie du coronavirus.
- d)** Aucune. Nous utilisons les services de veille et revue de presse de I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.) par l'entremise du ministère de la Sécurité publique. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.
- e)** S. O.

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 181 : Copie des recommandations émises par les coroners, en 2020-2021, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Précision : Il s'agit d'un portrait de réponses représentant les recommandations envoyées aux destinataires couvrant la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021. À ce titre, des absences de réponse pourraient s'expliquer dans certains cas par le fait que les destinataires viennent tout juste de recevoir les recommandations.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier : 2019-00728

Événement :

Une femme décède d'un polytraumatisme lors d'une collision avec deux véhicules lourds dans un contexte de dépassement sur la route 169, dans la municipalité de Lac-Pikauba.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- analyse la possibilité de supprimer la zone de dépassement du sud vers le nord, comprise entre les chaînages 3+769 à 3+981 (environ 300 m un peu avant le km 10) de la route 169 de la Réserve faunique des Laurentides en modifiant le marquage, et ce, afin d'éviter que d'autres décès ne surviennent à cet endroit. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-06-12, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-02640

Événement :

Un homme de 57 ans se suicide à l'aide d'une arme à feu dans le stationnement du centre hospitalier de Shawinigan.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- revoie les méthodes d'évaluation du risque suicidaire mises en place lors de la prise en charge en psychiatrie des patients présentant des risques de suicide et les délais entre les interventions. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-09-28, l'intervenant informe le coronier en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier : 2019-04101

Événement :

Un jeune homme de 19 ans décède d'une noyade à Vaudreuil-Dorion dans le lac La Carrière, une ancienne carrière remplie d'eau.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Recommandations :

Que la propriétaire des lieux, la Compagnie 3077004 Canada Inc. :

- répare les brèches de la clôture entourant le lac La Carrière et installe des panneaux de signalisation par pictogrammes afin de sensibiliser les gens qui se rendent tout de même sur le lieu, en conformité avec le Guide de bonnes pratiques à l'intention des propriétaires et exploitants de sites riverains, réalisé par la Société de sauvetage. [1].

Que le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

- rende obligatoire les programmes Nager pour survivre et Nager pour survivre Plus de la Société de sauvetage, en milieu scolaire. [2].

Organisations/personnes visées :

Compagnie 3077004 Canada Inc.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Suivi des recommandations :

Compagnie 3077004 Canada Inc.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-10-21, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-05834

Événement :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Un coureur de 24 ans atteint d'une cardiopathie congénitale décède d'une défaillance multiorganique secondaire à un choc vasoplégique et hémorragique post arrêt cardiorespiratoire dans le cadre d'un marathon à Montréal.

Recommandations :

Que le Marathon international Oasis de Montréal :

- s'assure que les positions des défibrillateurs externes automatisés (DEA) (privés, publics et ajoutés par le promoteur) sont connues de tous, y compris des policiers relevant du Centre de commandement et du traitement de l'information (CCTI) afin que cette information soit acheminée rapidement aux policiers signalant un cas critique (inconscience, arrêt cardiorespiratoire, etc.). [1].

Qu'Urgences-santé :

- s'assure, lorsqu'elle a des engagements contractuels avec des promoteurs, de connaître la position de ses véhicules et de ses ambulanciers et que la corporation se porte garante des services à être offerts à la population. [2].

Que la Ville de Montréal :

- se dote d'un plan de formation et de requalification en réanimation cardiorespiratoire et le rende obligatoire pour l'ensemble de ses patrouilleurs du Service de police de la Ville de Montréal. [3].

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- revoie la dispensation des services lors d'un arrêt cardiorespiratoire et établisse des directives visant à diriger ces patients vers un centre hospitalier qui offre des services en hémodynamie plutôt que vers le centre hospitalier le plus près. [4].

Que la Ville de Montréal :

- s'assure, lorsqu'un événement sportif a lieu sur son territoire, que les infrastructures médicales et organisationnelles sont conformes aux normes et de ne pas autoriser la tenue de l'événement si ces normes ne sont pas respectées. [5].

Organisations/personnes visées :

Marathon international Oasis de Montréal

Urgences-santé

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Ville de Montréal

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Ville de Montréal

Suivi des recommandations :

Marathon international Oasis de Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Urgences-santé

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ville de Montréal

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-07-15, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-10-27, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ville de Montréal

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2020-08-19, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2019-06983

Événement :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Une piétonne de 80 ans décède d'un polytraumatisme secondaire à une collision avec un camion sur la rue Jean-Talon, à Montréal.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec et la Société d'assurance automobile du Québec :

- poursuivent leurs efforts pour inciter les propriétaires de camions à cabine conventionnelle à munir leur véhicule de miroirs antévisseurs couvrant les angles morts devant leur véhicule, sachant qu'ils se sont avérés une mesure efficace pour accroître la sécurité des piétons et réduire le risque de collision; [1]
- évaluent la faisabilité de rendre obligatoire l'installation de miroirs antévisseurs sur les camions à cabine conventionnelle existants. [2].

Que Transports Canada, Sécurité et Sûreté :

- évalue la faisabilité de rendre obligatoire l'installation de miroirs antévisseurs sur les camions à cabine conventionnelle existants. [3].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Transports Canada, Sécurité et Sûreté

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-11-20, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-11-20, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Transports Canada, Sécurité et Sûreté

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-11-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Autres décès accidentels

Numéro dossier : 2020-00554

Événement :

Une dame de 89 ans décède des suites d'une fracture de la hanche, dont les circonstances sont inconnues, survenue à l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie les mécanismes de partage d'information entre les divers intervenants au dossier d'un patient afin de s'assurer que tous les éléments nécessaires aux soins soient connus des différents membres de l'équipe; [1]
- fasse un rappel à son personnel sur l'importance de documenter rigoureusement les dossiers des patients. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-06401

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Événement :

Une femme de 67 ans est décédée à son domicile de Forestville d'une arythmie maligne à la suite d'une hypertension sévère dans le contexte d'anurie et de désordre électrolytique.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- révise la qualité de l'acte professionnel et des soins prodigués à cette patiente lors de sa prise en charge au Centre de santé de Forestville. [1].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- révise la qualité de l'acte professionnel et des soins prodigués à cette patiente lors de sa prise en charge au Centre de santé de Forestville. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-04369

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Événement :

Un homme de 60 ans décède d'une pneumonie à sa résidence, le Manoir Dominique. L'absence de réalisation de manœuvres de réanimation lors de la découverte du corps du patient a été soulevée à l'investigation.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

- révise le dossier du patient et prenne les mesures qui apparaissent nécessaires. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-19, l'intervenant informe le coronier en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-02002

Événement :

Une femme de 87 ans décède d'une hémorragie haute aiguë dans un CHSLD à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- effectue un rappel au centre d'hébergement et de soins de longue durée Notre-Dame-de-la-Merci concernant les mesures de réanimation à être pratiquées lorsqu'une personne est trouvée inanimée. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-23, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-05714

Événement :

Une dame de 45 ans décède à Montréal chez un proche, d'un choc hypovolémique secondaire à un saignement provenant d'un ulcère gastroduodénal, après avoir quitté l'urgence de l'Hôpital Notre-Dame, n'ayant pas été vue par un médecin.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal :

- révisé la qualité de la prise en charge clinique de la patiente à l'urgence le 16 septembre 2019, notamment en ce qui concerne la réévaluation au triage. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier : 2019-06532

Événement :

Un homme de 29 ans décède d'asphyxie due à une compression du thorax par un véhicule automobile, alors qu'il effectuait des travaux mécaniques.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux en collaboration avec les directions de santé publique :

- informe la population sur les facteurs de risque d'accidents parfois mortels liés au levage d'un véhicule lorsque l'on se trouve dans un environnement autre que celui d'un atelier mécanique en développant et organisant des activités de communication et de sensibilisation à ce sujet. [1];
- informe la population sur les facteurs de risque d'accidents parfois mortels liés au levage d'un véhicule lorsque l'on se trouve dans un environnement autre que celui d'un atelier mécanique en diffusant des conseils sur les méthodes sécuritaires avant de procéder au levage d'un véhicule, notamment de s'assurer de la stabilité du sol et d'utiliser un cric approprié au poids du véhicule, des cales d'appui et des chandelles pour soutenir le véhicule. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-06322

Événement :

Une jeune femme de 19 ans décède d'un suicide par arme à feu à Kuujuaq.

Recommandations :

Que le Centre de santé Tulattavik de l'Ungava :

- revoie son protocole d'intervention en ce qui concerne la prise de contact avec le patient. [1];
- mette en place une procédure d'identification visuelle sur les dossiers des patients à risque suicidaire élevé permettant au personnel infirmier et médical d'assurer un suivi concernant spécifiquement les problèmes de santé mentale. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre de santé Tulattavik de l'Ungava

Suivi des recommandations :

Centre de santé Tulattavik de l'Ungava

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-02879

Événement :

Un jeune de 12 ans décède d'une hémorragie cérébrale secondaire à la rupture d'un anévrisme d'une artère cérébrale à sa résidence de Sherbrooke.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- révise le dossier de ce jeune patient dans le but de s'assurer que son suivi médical, considérant les symptômes qu'il a présentés dans les derniers mois de son existence, étaient adéquats et le cas échéant, recommande un cadre de suivi permettant, dans la mesure du possible, d'éviter la survenue d'autres décès semblables. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie le dossier de ce jeune patient dans le but d'examiner la qualité de l'acte professionnel. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-10-27, l'intervenant informe le coronier en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-07-16, l'intervenant informe le coronier en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Motocyclettes

Numéro dossier : 2018-06206

Événement :

Un homme de 30 ans décède d'un polytraumatisme de la route, occasionné par la perte de contrôle de sa motocyclette suivie d'une collision avec des voitures. La consommation de cannabis par le défunt pourrait être contributive à la survenue de l'accident.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- intensifie ses efforts de prévention auprès de la population notamment les jeunes au moyen de campagnes de sensibilisation portant sur les dangers de la consommation de tous les produits de cannabis (incluant les produits alimentaires) dans un contexte de conduite de véhicule à moteur. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-11-19, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-06672

Événement :

Un homme de 80 ans décède à l'Hôpital Charles-Le Moyne des complications médicales d'une fracture de la hanche consécutivement à une chute survenue à sa résidence à Longueuil.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre :

- rappelle au personnel infirmier, susceptible d'effectuer des changements de sondes urinaires à l'Hôpital Charles-Le Moyne, l'impact possible d'un changement de côté du sac collecteur et des tubulures rattachées à la sonde quant aux risques de chute chez les patients souffrant de pertes cognitives qui utilisent notamment les aides techniques à la mobilité. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-11-19, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-04047

Événement :

Une femme de 38 ans décède d'un polytraumatisme consécutivement à un suicide dans une station de métro de Montréal.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- évalue, de concert avec la Régie de l'assurance maladie du Québec, la faisabilité de mettre en œuvre un accès universel aux soins et services requis en matière de traitement des dépendances et de prévention du suicide pour les personnes au statut migratoire précaire résidant au Québec. [1].

Organisations/personnes visées :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier : 171632, 171721, 171722 et 171631

Événement :

Quatre membres d'une famille décèdent d'un effet combiné de l'inhalation de fumée et d'un traumatisme contondant, consécutivement à l'incendie du véhicule familial à la suite d'une collision avec un camion-citerne.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec, la Société de l'assurance automobile du Québec et Transports Canada selon leur mandat respectif:

- exigent que tous les chauffeurs de camion circulant au Québec soient munis d'une technologie leur permettant d'être avisés en tout temps des entraves à la circulation existantes sur le réseau routier (système GPS ou autres) [1];
- étudient l'efficacité des systèmes de détection automatique de collision ou systèmes d'aide à la conduite pour les camions lourds circulant entre autres au Québec [2];
- en fonction des systèmes jugés efficaces, adoptent une réglementation obligeant tous les camions lourds circulant entre autres au Québec d'être équipés d'un système de détection automatique de collision ou système d'aide à la conduite. [3].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- procède, en collaboration avec les partenaires requis, à la sensibilisation des conducteurs de véhicule, particulièrement les chauffeurs de camion, à la conduite sécuritaire afin d'éviter toutes sources de distraction au volant. [4].

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Transports Canada

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Transports Canada

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-01-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Transports Canada

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2021-01-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Transports Canada

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-05401

Événement :

Un homme de 39 ans décède des suites d'un accident vasculaire cérébral massif dans un contexte d'anémie sévère à l'Hôpital neurologique de Montréal après son transfert de l'Hôpital du Lakeshore.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal :

- révisé la qualité de l'acte professionnel lors de l'admission de ce patient à l'Hôpital du Lakeshore en septembre 2018. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- révisé la qualité de l'acte professionnel lors de l'admission de ce patient à l'Hôpital du Lakeshore en septembre 2018. [2].

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-07398

Événement :

Une femme de 93 ans décède d'une fracture de la hanche secondaire à une chute de sa hauteur survenue à la ressource intermédiaire Rousselot-Perrin à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- révisé la qualité des actes professionnels et des soins posés dans le dossier de cette résidente de la ressource intermédiaire Rousselot-Perrin. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Homicides

Numéro dossier : 2018-00717

Événement :

Une femme de 58 ans décède d'un traumatisme contondant à la tête dans un contexte de violence familiale à son domicile à Gatineau.

Recommandations :

Que le Secrétariat à la condition féminine :

- ajoute un volet qui englobe tous les types de violence intrafamiliale dans le Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale lors de la révision de la mise en œuvre du Plan d'action. [1].

Que le ministère de la Sécurité publique :

- élargisse aux autres homicides intrafamiliaux les conclusions et les recommandations pertinentes du Comité d'examen liées à la violence conjugale lors de la révision de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernementale en matière de violence conjugale; [2];
- ajoute un aide-mémoire similaire à l'Annexe A « Prévenir l'homicide de la conjointe », recensant les facteurs de risques des homicides intrafamiliaux comme des parricides dans le Guide des pratiques policières du MSP; [3];
- mette sur pied un mécanisme qui assure une meilleure coordination et un échange plus fluide d'informations pertinentes notamment sur la question de la santé mentale entre les policiers et les intervenants sociaux. [4].

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- mette sur pied un mécanisme qui assure une meilleure coordination et un échange plus fluide d'informations pertinentes notamment sur la question de la santé mentale entre les policiers et les intervenants sociaux; [5];
- actualise le contenu de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui, L.R.Q., chapitre P-38.001 (LPP) afin d'outiller les intervenants sociaux et les policiers face aux réalités actuelles associées à la santé mentale notamment les effets de la désinstitutionnalisation et de la consommation accrue de substances psychoactives et d'opiacés; [6];
- explore la pertinence de produire un outil réglementaire sous la LPP qui permettrait aux policiers après consultation avec les intervenants d'un service en situation de crise, d'obliger le retrait de l'adulte non propriétaire de la résidence, pour une durée minimale de 24 heures, afin que ce dernier, s'il y consent, soit vu dans les plus brefs délais par un professionnel habilité à procéder aux évaluations liées aux troubles mentaux conformément au Code des professions, qui évaluera la teneur des facteurs de risques identifiés et prendra selon le cas des mesures appropriées pour un suivi à l'externe ou, verra à l'introduction d'une demande d'ordonnance judiciaire urgente pour une évaluation psychiatrique ou de garde provisoire conformément aux dispositions 27 ss du Code civil du Québec ou de l'article 6 de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui. [7].

Que le ministère de la Justice du Québec :

- actualise le contenu de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui, L.R.Q., chapitre P-38.001 (LPP) afin d'outiller les intervenants sociaux et les policiers face aux réalités actuelles associées à la santé mentale notamment les effets de la désinstitutionnalisation et de la consommation accrue de substances psychoactives et d'opiacés; [8];
- explore la pertinence de produire un outil réglementaire sous la LPP qui permettrait aux policiers après consultation avec les intervenants d'un service en situation de crise, d'obliger le retrait de l'adulte non propriétaire de la résidence, pour une durée minimale de 24 heures, afin que ce dernier, s'il y consent, soit vu dans les plus brefs délais par un professionnel habilité à procéder aux évaluations liées aux troubles mentaux conformément au Code des professions, qui évaluera la teneur des facteurs de risques identifiés et prendra selon le cas des mesures appropriées pour un suivi à l'externe ou, verra à l'introduction d'une demande d'ordonnance judiciaire urgente pour une évaluation psychiatrique ou de garde provisoire conformément aux dispositions 27 ss du Code civil du Québec ou de l'article 6 de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui. [9].

Que l'École nationale de police du Québec :

- bonifie sa formation aux aspirants policiers et aux policiers expérimentés avec un volet qui permet davantage la détection des facteurs de risques portant sur la violence intrafamiliale au sens large et non limitée à la violence conjugale. [10].

Organisations/personnes visées :

Secrétariat à la condition féminine ministère de la Sécurité publique

Ministère de la Santé et des Services sociaux

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Ministère de la Justice du Québec

L'École nationale de police du Québec

Suivi des recommandations :

Secrétariat à la condition féminine

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-19, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2021-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2021-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

Ministère de la Justice du Québec

Concernant la recommandation numéro 8, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 9, aucune réponse reçue.

L'École nationale de police du Québec

Concernant la recommandation numéro 10, aucune réponse reçue.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-07325

Événement :

Un jeune homme de 15 ans se suicide par pendaison à son domicile de Puvirnituk.

Recommandations :

Que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse :

- évalue les interventions effectuées dans ce dossier et fasse les recommandations appropriées. [1].

Que le Centre de santé Inuulitsivik (Direction de la protection de la jeunesse):

- poursuive son plan d'action visant à augmenter et à améliorer la stabilité du personnel clinique. [2].

Organisations/personnes visées :

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Centre de santé Inuulitsivik

Suivi des recommandations :

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-15, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Centre de santé Inuulitsivik

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-07139

Événement :

Un homme de 76 ans décède d'une septicémie à l'Hôpital du Centre-de-la-Mauricie de Shawinigan.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec dont fait partie l'Hôpital du Centre-de-la-Mauricie et le Centre de santé et de services sociaux du Haut Saint- Maurice:

- révise la qualité de l'acte professionnel posé lors des consultations auprès des différents médecins les 10, 15 et 20 octobre 2019. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- révise la qualité de l'acte professionnel posé lors des consultations auprès des différents médecins les 10, 15 et 20 octobre 2019. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-21, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il étudie la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-11-27, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-04269

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'une embolie pulmonaire non détectée par le personnel hospitalier, à l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- examine le dossier médical du patient et se prononce sur la justesse des diagnostics posés, des examens demandés et des soins dispensés. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine le dossier médical du patient et se prononce sur la justesse des diagnostics posés, des examens demandés et des soins dispensés. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-20, l'intervenant informe le coronier en chef qu'il étudie la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-12-07, le coronier en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2019-06328

Événement :

Un homme de 53 ans ayant les capacités de conduire affaiblies par l'effet du cannabis, décède d'un polytraumatisme de la route à Mercier.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- en collaboration avec les différents corps policiers du Québec intensifie la réalisation des programmes d'application sélective (PAS) visant l'application de la législation auprès des automobilistes au regard des excès de vitesse, de la conduite avec les facultés affaiblies par le cannabis, des changements de voie dangereux et du non-port de la ceinture de sécurité. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-03024

Événement :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Un homme de 61 ans se suicide par pendaison durant son hospitalisation à l'Hôpital de Montmagny.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches dont fait partie l'Hôpital de Montmagny:

- révise le dossier du patient. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l'acte médical et des soins prodigués au patient dans les derniers mois de sa vie. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Bicyclettes

Numéro dossier : 2019-05630

Événement :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Une cycliste de 74 ans décède d'un polytraumatisme abdominal après avoir percuté une barrière de métal sur la piste cyclable du P'tit train du Nord, à Sainte-Adèle.

Recommandations :

Que la Ville de Sainte-Adèle, la MRC Pays-d'en-Haut ainsi que l'Association du Parc linéaire du P'tit train du Nord :

- travaillent en étroite collaboration afin d'assurer la sécurité du réseau cyclable sur leur territoire respectif en se basant sur les meilleures pratiques en matière d'aménagement des pistes cyclables, notamment en ce qui concerne le renforcement de la sécurité de la barrière ayant causé le décès de la dame et le réaménagement des panneaux de chaque côté de la barrière pour dégager l'aire d'espace des cyclistes. [1].

Organisations/personnes visées :

Ville de Sainte-Adèle

Association du Parc linéaire du P'tit train du Nord

MRC Pays-d'en-Haut

Suivi des recommandations :

Ville de Sainte-Adèle

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

MRC Pays-d'en-Haut

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Association du Parc linéaire du P'tit train du Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Numéro dossier : 2019-03783

Événement :

Un homme décède d'une bronchopneumonie à l'Hôpital de Sept-Îles, condition n'ayant pas été détectée lors de sa consultation à ce centre hospitalier cinq jours plus tôt.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- étudie ce dossier afin d'analyser les actes médicaux posés en juin 2019 et, s'il y a lieu, qu'il fasse au conseil d'administration de son établissement les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2020-01516

Événement :

Une femme décède d'un polytraumatisme à Armagh, sur la route 281 près de l'intersection avec le 8^e rang, lors d'une collision entre son véhicule automobile et une fourgonnette.

Recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Que le ministère des Transports du Québec :

- effectue avec diligence les aménagements nécessaires pour sécuriser le tronçon de route problématique de la Route 281 situé aux abords de l'intersection avec le 8^e rang dans la municipalité d'Armagh et installe, d'ici la réalisation de ces travaux, une signalisation routière plus adéquate pour prévenir les conducteurs, dans les deux directions, qu'ils s'appêtent à entrer dans une section de route dangereuse. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-10-05, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-01086

Événement :

Un jeune homme de 17 ans décède d'un traumatisme craniocérébral secondaire à une décharge d'arme à feu dans un cabanon à Quaataq.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'assure de mettre en place des lieux physiques sécuritaires et anti-fugue ainsi que des ressources humaines adaptées dans les centres de santé du Grand Nord afin de recevoir adéquatement les gens qui représentent un risque pour eux-mêmes et/ou pour autrui. [1].

Organisations/personnes visées :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2018-07528

Événement :

Une femme de 70 ans décède d'une arythmie cardiaque consécutive à une intoxication médicamenteuse lors de son transport à l'Hôpital Chauveau à Québec.

Recommandations :

Que l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec :

examine la qualité de l'acte professionnel et des soins dont a bénéficié cette patiente à compter du mois de novembre 2018, en particulier en lien avec la prescription de flécaïnide sans suivi par aucun médecin. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel et des soins dont a bénéficié cette patiente à compter du mois de novembre 2018, en particulier en lien avec la prescription de flécaïnide sans suivi par aucun médecin. [2].

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel en lien avec une demande de service dûment remplie par un pharmacien pour le médicament flécaïnide, alors que la patiente souffrait d'insuffisance rénale. [3].

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Organisations/personnes visées :

L'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec

Collège des médecins du Québec

L'Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :

L'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-11-13, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-01-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

L'Ordre des pharmaciens du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2021-01-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-07293

Événement :

Une dame de 70 ans décède à sa résidence (ressource non institutionnelle), d'une hémorragie intracrânienne probable, consécutivement à une chute de son lit au sol alors qu'elle était anticoagulée de longue date.

Recommandations :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- rappelle à ses diverses ressources non institutionnelles (RNI) l'importance de prendre en compte les risques de complications des résidents anticoagulés qu'ils hébergent, lors de chute. [1].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- prenne avis de ce rapport aux fins de révision. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-10-27, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Électrocutions

Numéro dossier : 2019-05056

Événement :

Un électricien de 26 ans décède des suites d'une électrocution alors qu'il travaillait à un chantier de construction auquel il n'y avait pas de défibrillateur externe automatisé.

Recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail :

- évalue la pertinence et la faisabilité d'une bonification des normes en matière de santé et de sécurité au travail afin de rendre obligatoire la présence de défibrillateurs externes automatisés sur l'ensemble des chantiers de construction et en garantir l'accès rapide. [1].

Organisations/personnes visées :

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Suivi des recommandations :

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2019-06327 et 2019-06458

Événement :

Un couple décède d'un polytraumatisme de la route à Mercier sur la route 138, alors que le conducteur de l'autre véhicule avait les facultés affaiblies par le cannabis.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- en collaboration avec les différents corps policiers du Québec, intensifie la réalisation de programmes d'application sélective (PAS) visant l'application de la législation auprès des automobilistes au regard des excès de vitesse, de la conduite avec les facultés affaiblies par le cannabis, des changements de voie dangereux et du non-port de la ceinture de sécurité. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2019-03902

Événement :

Un homme de 47 ans décède d'une probable fracture du crâne consécutive à un accident de la route survenu à Sainte-Agathe-des-Monts sur la route 329.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec en collaboration avec la Société de l'assurance automobile du Québec :

- modifient la législation concernant l'article 603 du Code de la sécurité routière afin que la réglementation puisse se lire ainsi :

«Tout professionnel de la santé doit, selon son champ d'exercices, faire rapport à la société du nom, de l'adresse, de l'état de santé d'une personne de 14 ans ou plus qu'il juge inapte à conduire un véhicule routier, en tenant compte notamment de maladies, déficiences et situations incompatibles avec la conduite d'un véhicule routier comme établi par le règlement.» [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-11-11, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-11-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-11-11, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-11-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-01958

Événement :

Un homme de 77 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë survenue à l'entrée principale extérieure de l'Hôpital de Saint-Jérôme.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- revoie les procédures d'urgence notamment à l'extérieur devant la porte principale de l'Hôpital de Saint-Jérôme à la lumière du décès de ce patient. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2020-00625

Événement :

Un automobiliste de 50 ans décède d'un polytraumatisme consécutivement à une collision frontale entre son véhicule et la grappe d'une déneigeuse survenue sur la route 113 à Senneterre.

Recommandations :

Que la Sûreté du Québec :

- continue ses programmes d'éducation, de prévention, d'intervention et de communication dans le but de sensibiliser les conducteurs à la sécurité routière et plus particulièrement à l'autorégulation de leurs comportements sur la route; [1];
- effectue des interventions en sécurité routière en tenant compte des sites à risque et des facteurs associés aux collisions comme la vitesse excessive, la conduite avec les facultés affaiblies, la fatigue au volant et la conduite non adaptée aux conditions routières ou à la présence de véhicules de déneigement. [2].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- intensifie ses efforts, notamment à l'aide d'actions de sensibilisation auprès des automobilistes, pour contrer la vitesse excessive, la conduite avec les facultés affaiblies et la fatigue au volant et promouvoir l'adaptation de la conduite aux conditions routières (visibilité réduite, routes enneigées) ou en présence de véhicules de déneigement, afin de favoriser l'adoption de comportements de conduite sécuritaire. [3].

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Sûreté du Québec

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-12-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-12-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-04298

Événement :

Une femme de 92 ans décède d'un traumatisme craniocérébral consécutif à une chute à l'Hôpital Santa Cabrini à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- offre à tous les membres du personnel de l'Hôpital Santa Cabrini susceptible d'évaluer le risque de chute une formation sur l'outil de soutien à la prise de décision basée sur le jugement clinique afin qu'ils l'utilisent adéquatement et uniformément; [1];
- prévoit dans la formation une large place (et les ressources nécessaires) aux méthodes d'accompagnement. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-03850

Événement :

Une dame de 93 ans décède des conséquences d'une chute survenue sur son balcon extérieur à la résidence Le Manoir Champlain de Chicoutimi.

Recommandations :

Que la résidence Le Manoir Champlain et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean :

- sensibilisent les résidents et leur proche sur l'importance de porter leur bracelet de télésurveillance, d'établir un service des appels automatisés quotidien afin de rejoindre les résidents et en cas de non-réponse, d'avertir les personnes à proximité (personnel, voisinage, famille) afin qu'elles puissent intervenir rapidement. [1].

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- étudie la possibilité de mener une campagne de sensibilisation ciblée sur les personnes âgées vivant seule dans leur résidence, leur logement et/ou dans des résidences privées pour aînés pour les encourager à se prévaloir de divers moyens afin d'être secourues rapidement en cas de chute ou autre situation pouvant aggraver leur état de santé et causer la mort. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Résidence Le Manoir Champlain

Ministère de la Santé et des Services sociaux

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-10, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Résidence Le Manoir Champlain

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-10, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-12-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2020-00558

Événement :

Un homme de 34 ans se suicide par pendaison à son domicile de Saguenay. La qualité du suivi médical envers le patient est questionnée par le coroner.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean :

- analyse le suivi médical du patient et vérifie la qualité de l'acte professionnel dans ce dossier. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- analyse le suivi médical du patient et vérifie la qualité de l'acte professionnel dans ce dossier. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2019-04744

Événement :

Un homme de 19 ans décède d'un choc cardiogénique au Centre hospitalier affilié universitaire régional de Trois-Rivières (CHAUR), dans un contexte de prise de métamphétamine. Le suivi et la prise en charge au centre hospitalier initial (Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice) avant le transfert du patient au CHAUR, sont questionnés par le coroner.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel posé lors du séjour du patient à l'urgence les 3 et 4 août 2019. [1].

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec dont fait partie le Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice:

- examine la qualité de l'acte professionnel posé lors du séjour du patient à l'urgence les 3 et 4 août 2019. [2].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-11-25, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-01-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2019-07877

Événement :

Un automobiliste de 24 ans décède à l'hôpital d'un traumatisme craniocérébral sévère secondaire à une collision survenue sur l'avenue Urbanova à Terrebonne.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- intensifie, en collaboration avec les différents corps policiers du Québec, la réalisation des programmes d'application sélective (PAS) visant l'application de la législation auprès des automobilistes au regard des excès de vitesse et du non-port de la ceinture de sécurité. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : 2019-07443

Événement :

Une dame de 83 ans décède à l'Hôpital Cité-de-la-Santé, d'une déshydratation due à une immobilisation prolongée à son domicile de Laval.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- mène une campagne publicitaire ciblée sur les personnes âgées vivant seules dans leur résidence, leur logement et/ou dans des résidences privées pour aînés afin de sensibiliser cette clientèle sur l'importance d'avoir un système d'alarme mobile. [1];
- mène une campagne publicitaire auprès des aînés afin de les sensibiliser sur l'importance de mettre en place entre voisins ou proches un système d'appel ou encore des systèmes automatisés tel le programme Pair de sorte qu'une vérification journalière pourrait être faite auprès d'eux. [2].

Organisations/personnes visées :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-12-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motocyclettes

Numéro dossier : 2019-04043 et 2019-04045

Événement :

Un conducteur d'une motocyclette et son passager décèdent des suites d'un polytraumatisme secondaire à un accident survenu sur la route 117 à Blainville.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec, l'Association québécoise des transports, la Fédération motocycliste du Québec et l'Association des écoles de conduite du Québec;

- poursuivent et intensifient ses efforts de formation et de sensibilisation auprès des motocyclistes reliés aux risques que comporte la conduite d'une moto alors qu'il y a consommation de cannabis par surcroît avec le passager. [1].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- intègre un volet de formation théorique et pratique de conduite pour les nouveaux motocyclistes avec un passager et d'étudier la possibilité de rendre ce type de formation obligatoire pour tous les autres conducteurs de moto. [2].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Association québécoise des transports

Fédération motocycliste du Québec

Association des écoles de conduite du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Association québécoise des transports

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Fédération motocycliste du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Association des écoles de conduite du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier : 2019-04460

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Événement :

Une dame décède de noyade dans sa piscine creusée non clôturée, à sa résidence de Rosemère.

Recommandations :

Que le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation :

- modifie le règlement sur la sécurité des piscines résidentielles afin que les normes édictées s'appliquent à toutes les piscines du territoire du Québec; [1];
- prévoit des mesures efficaces d'inspection de la conformité des normes de sécurité et du renforcement avec les municipalités du Québec. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Suivi des recommandations :

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-01-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2020-04074

Événement :

Un homme de 81 ans décède d'un événement cardiaque, à son domicile de Laval.

Recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Que le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation :

- incite les municipalités à s'engager dans la promotion du programme Pair auprès de ses concitoyens et de leurs partenaires. [1].

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- étudie la possibilité de mener une campagne de sensibilisation ciblée sur les personnes âgées vivant seule dans leur résidence, leur logement et/ou dans des résidences privées pour les encourager à se prévaloir d'outils afin d'être secourues rapidement en cas de chute ou autre situation pouvant aggraver leur état de santé et causer la mort. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-04914

Événement :

Un homme de 40 ans décède à son domicile de Brossard, des complications d'une insuffisance hépatique dans un contexte d'abus chronique d'alcool et de malnutrition.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est dont fait partie l'Hôpital Pierre- Boucher:

- s'assure que soit connu le mécanisme de référence selon lequel les professionnels travaillant sur des unités de soins ou dans des installations affiliées à l'Hôpital Pierre-Boucher peuvent faire appel au personnel infirmier de liaison en toxicomanie, et ce, afin d'assurer l'arrimage des soins physiques avec les soins et services spécialisés en réadaptation des dépendances offerts dans la région. [1];
- mette à la disposition des professionnels travaillant sur des unités de soins ou dans des installations affiliées à l'Hôpital Pierre-Boucher, des outils et des ressources de formation sur les mécanismes de la dépendance et les particularités des patients aux prises avec des troubles d'abus de substance. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-01-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2018-07176

Événement :

Un homme de 89 ans décède des conséquences d'un polytraumatisme de la route, à l'Hôpital de Hull.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- revoie l'évaluation de conduite faite en septembre 2018 du conducteur impliqué dans l'accident fatal à la lumière des dispositions prévues au Règlement relatif à la santé des conducteurs, c-24. R.40.1 et d'y apporter les correctifs appropriés; [1];
- resserre les critères d'évaluation de conduite lorsque la capacité de conduire d'un individu est remise en question dans un intervalle court, à la suite de multiples dénonciations policières au moyen d'un suivi serré des aptitudes médicales, psychiques et cognitives et que les compétences pratiques non dirigées d'avance soient aussi soumises à une réévaluation pour mesurer la stratégie de conduite, l'orientation spatio-temporelle et la capacité de réagir à l'imprévu; [2];
- intensifie ses efforts de prévention auprès de la population au moyen d'actions de sensibilisation visant l'usage des comportements piétonniers sécuritaires. [3].

Que le ministère des Transports du Québec :

- entame les démarches pour la mise en vigueur par décret de l'article 202.5.1 du Code de la sécurité routière dans un futur rapproché. [4].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-01-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2021-01-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2021-01-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Intoxications

Numéro dossier : 2019-00785

Événement :

Une femme de 35 ans décède en Indonésie, d'une intoxication au méthanol contenu dans des boissons alcoolisées consommées lors de festivités locales.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé publique du Canada avec le soutien de Parachute Canada :

- élabore des recommandations ainsi que des conseils de santé et de sécurité pour les Canadiens voyageant à l'étranger, particulièrement sur les risques toxicologiques associés à une exposition à des substances toxiques ou à des empoisonnements involontaires. [1].

Que l'Institut national de santé publique du Québec en collaboration avec le Centre antipoison du Québec :

- élabore des recommandations ainsi que des conseils de santé et de sécurité pour les Québécois voyageant à l'étranger, particulièrement sur les risques toxicologiques associés à une exposition à des substances toxiques ou à des empoisonnements involontaires. [2].

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé publique du Canada

Institut national de santé publique du Québec

Centre antipoison du Québec

Suivi des recommandations :

Agence de la santé publique du Canada

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Institut national de santé publique du Québec

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Centre antipoison du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-04986

Événement :

Un homme décède à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal des conséquences d'une chute survenue à son domicile de Laval.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité du suivi professionnel précédant le décès du patient et particulièrement pour la période de février 2018 à août 2019. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Suicides

Numéro dossier : 2020-01995

Événement :

Un homme de 25 ans se suicide par pendaison, dans sa chambre du Centre hospitalier Pierre-Janet, à Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- introduise une procédure d'évaluation formelle du risque suicidaire pour tous les patients admis sur une unité psychiatrique et que cette évaluation soit colligée au dossier selon le formulaire prescrit. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-01, le coronier en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-05898

Événement :

Un homme de 19 ans est décédé d'un traumatisme crânien causé par le passage d'un projectile d'arme à feu à la suite d'un suicide à son domicile à Sept-Îles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- révisé leur entente de type SILAR (Service intégré de liaison, d'accompagnement et de relance) avec le Centre de prévention du suicide Côte-Nord en vue de la parfaire afin que la personne en difficulté puisse le moins possible glisser entre les mailles de ce filet de sécurité; [1];
- collabore financièrement à ce que le Centre de prévention du suicide Côte-Nord puisse obtenir les ressources nécessaires afin d'offrir les services d'intervenants sur place à Sept-Îles et qui pourraient intervenir directement et en personne au centre hospitalier durant le séjour hospitalier, et ce, afin de mieux opérer un suivi efficace après congé, compte tenu que le Centre de prévention du suicide Côte-Nord devrait offrir des services semblables sur tout le territoire de la Côte-Nord; [2];
- s'assure que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier de Sept-Îles étudie ce dossier afin d'analyser les actes médicaux posés en 2018 et 2019 et, s'il y a lieu, qu'il fasse au conseil d'administration de leur établissement les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité des patients en pareilles circonstances. [3].

Que le Centre de prévention du suicide Côte-Nord :

- révisé leur entente de type SILAR (Service intégré de liaison, d'accompagnement et de relance) avec le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord en vue de la parfaire afin que la personne en difficulté puisse le moins possible glisser entre les mailles de ce filet de sécurité. [4].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Centre de prévention du suicide Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Centre de prévention du suicide Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2020-00043

Événement :

Un aîné de 77 ans se suicide par pendaison, au Centre d'hébergement Sainte-Anne de Mont-Laurier.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- procède à une évaluation systématique du risque suicidaire des aînés en Centre d'hébergement et de soins de longue durée afin de mieux cibler leur intervention et de former le personnel en matière de risque suicidaire. [1].

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- prenne connaissance de ce rapport et s'assure que tous les établissements pour aînés procèdent à une évaluation du risque suicidaire des résidents dès leur admission et ensuite, aussi souvent que nécessaire. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-03473

Événement :

Une jeune femme de 16 ans décède d'un suicide par pendaison à Salluit.

Recommandations :

Que le Centre de santé Inuulitsivik :

- revoie son protocole de traitement et de suivi des requêtes de services professionnels formulées par les services de santé. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre de santé Inuulitsivik

Suivi des recommandations :

Centre de santé Inuulitsivik

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2019-05398 et 2019-05399

Événement :

Deux hommes de 20 et 23 ans, passagers d'un véhicule, perdent la vie après une collision avec un autre véhicule survenue sur la route 112 à Ascot Corner.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- termine son étude globale (circulation et sécurité) du tronçon de la Route 112 entre Ascot Corner et East Angus, incluant la partie près du chemin Paul, pour ensuite sécuriser la route 112 à cet endroit. [1];
- corrige le revêtement du tronçon de la Route 112 entre Ascot Corner et East Angus, incluant la partie près du chemin Paul, pour permettre de corriger le profil de la chaussée et améliorer les caractéristiques de surface. [2].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- intègre à ses campagnes de prévention un message sur l'importance de rouler avec de bons pneus non usés, de même usure, de date récente et du même modèle et sur les risques d'aquaplanage et que ce message soit repris par toutes les écoles de conduite automobile. [3].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-09-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-09-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-09-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier : 2019-04075

Événement :

Une fillette de 7 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été happée par un véhicule lourd en traversant la rue Monfette, à Victoriaville.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive ses efforts afin d'inciter les propriétaires de camions-remorques à munir leur véhicule de miroirs antévisseurs couvrant les angles morts devant leur véhicule, sachant qu'ils se sont avérés une mesure efficace pour accroître la sécurité des piétons et réduire le risque de collision. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-08-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Intoxications

Numéro dossier : 2018-00844

Événement :

Un homme de 33 ans décède d'un infarctus du myocarde avec arythmie maligne provoqué par la consommation de cocaïne à son domicile de Drummondville.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- considère l'abolition de la distinction quant au statut du témoin-réanimateur initial et applique le même protocole à toutes les réanimations pour arrêt cardiorespiratoire d'adultes devant témoin si des manœuvres de réanimation sont débutées précocement; [1];
- envisage la possibilité de laisser en place le Combitube® pour toutes les réanimations interrompues sur le terrain; [2];
- considère certaines distinctions dans la mise en application du protocole d'arrêt des manœuvres de réanimation, dont l'âge des victimes; [3];
- envisage la faisabilité de réaliser une étude québécoise visant à déterminer les bénéfices de tels changements quant au taux de survie des victimes d'arrêt cardiaque en communauté et de l'optimisation du don d'organes au Québec. [4].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier : 2019-05334

Événement :

Un jeune homme de 15 ans décède d'une noyade dans la rivière Saint-Maurice dans le secteur de la plage de l'île Saint- Quentin à Trois-Rivières.

Recommandations :

Que la Corporation pour le développement de l'île Saint-Quentin et la Ville de Trois-Rivières :

- prolongent la période de surveillance de la zone de baignade de la plage au moins jusqu'au début des classes des écoles primaires et secondaires; [1];
- s'assurent, de concert avec le ministère fédéral : Pêches et Océans Canada, de retirer les bouées délimitant la zone de baignade (bouées de natation) en même temps que les bouées d'endroits interdits afin de ne pas créer de confusion auprès des baigneurs quant à la zone sécuritaire où la baignade peut avoir lieu; [2];
- informent les visiteurs du risque que présente la baignade en eau vive, et ce, de manière claire et visible, le tout conformément au Guide des bonnes pratiques à l'intention des propriétaires et exploitants de sites riverains, réalisé par la Société de sauvetage; [3];
- informent les usagers, une fois que la plage sera fermée, c'est-à-dire une fois qu'elle ne sera plus surveillée, dès qu'ils se présentent à l'accueil du parc. Également en faire l'affichage à proximité de la plage, le tout conformément au Guide des bonnes pratiques à l'intention des propriétaires et exploitants de sites riverains; [4];
- appliquent toutes les dispositions du Guide des bonnes pratiques à l'intention des propriétaires et exploitants de sites riverains, qui s'appliquent au site riverain qu'elles exploitent. [5].

Que le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

- poursuive le déploiement du programme Nager pour survivre aux élèves du deuxième cycle du primaire. [6].

Que la Commission scolaire du Chemin-du-Roy :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- encourage ses établissements d'enseignement secondaire qui possèdent des piscines à offrir, de concert avec la Société de sauvetage, le programme Nager pour survivre plus. [7].

Organisations/personnes visées :

Corporation pour le développement de l'île Saint-Quentin

Ville de Trois-Rivières

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Commission scolaire du Chemin-du-Roy

Suivi des recommandations :

Corporation pour le développement de l'île Saint-Quentin

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue

Ville de Trois-Rivières

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Corporation pour le développement de l'île Saint-Quentin

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ville de Trois-Rivières

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Corporation pour le développement de l'île Saint-Quentin

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Ville de Trois-Rivières

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Corporation pour le développement de l'île Saint-Quentin

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Ville de Trois-Rivières

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Corporation pour le développement de l'île Saint-Quentin

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Ville de Trois-Rivières

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

Commission scolaire du Chemin-du-Roy

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-06766

Événement :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Un homme de 41 ans se suicide par pendaison à son domicile de Montréal trois jours après la fin de son hospitalisation pour tentative de suicide.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie la prise en charge du patient lors de son hospitalisation à l'Hôpital Jean-Talon les 31 octobre 2019 et 1^{er} novembre 2019. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie la prise en charge du patient lors de son hospitalisation à l'Hôpital Jean-Talon les 31 octobre 2019 et 1^{er} novembre 2019. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-10-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Numéro dossier : 2016-04108

Événement :

Une femme de 21 ans décède d'une intoxication médicamenteuse dans un centre de thérapie de Trois-Rivières, La Maison Carignan, suite à un retour de congé temporaire.

Recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux de concert avec l'Association des intervenants en dépendance du Québec et l'Association québécoise des centres d'intervention en dépendance :

- adopte une approche proactive dans la mise à jour du Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, d'identifier de nouvelles stratégies et de diversifier ses actions en lien avec les problèmes de dépendance; [1].

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- poursuivre ses démarches afin d'inciter les médecins à suivre des personnes aux prises avec des problèmes de dépendance et à déployer les traitements par agonistes des opioïdes (TAO); [2];
- prenne des mesures pour favoriser une application uniforme par tous les CIUSSS/CISSS des normes conduisant à la certification des ressources communautaires ou privées offrant de l'hébergement en dépendance; [3].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- accroisse l'offre de services pour la prise en charge des personnes aux prises avec un trouble d'usage; [4];
- coordonne les services et les soins pour la prise en charge des personnes aux prises avec un trouble d'usage; [5];
- offre davantage de formation continue concernant la toxicomanie et les signes d'intoxication. [6].

Que l'Association des intervenants en dépendance du Québec :

- poursuive son sondage auprès des intervenants sur leurs besoins de formation en dépendances et troubles concomitants et partage les résultats avec le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi qu'avec les CIUSSS et les CISSS. [7].

Que La Maison Carignan de concert avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- revoie le ratio intervenants/bénéficiaires les soirs et les jours fériés; [8];
- révisé les modalités entourant les sorties temporaires des résidents afin de créer un filet de sécurité et de minimiser les risques de rechute; [9];
- bonifie sa procédure en matière de fouille pour éviter que les personnes revenant de sortie rapportent avec elles des substances et du matériel de consommation; [10];
- élabore une procédure indiquant la marche à suivre lorsqu'un résident présente des signes d'intoxication. Cette procédure devrait notamment préciser les situations qui constituent des urgences médicales ainsi que les actions à poser dans de tels cas (administration de naloxone, contact d'un centre antipoison ou des services d'urgence, etc.); [11].

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Que La Maison Carignan :

- prenne des mesures pour s'approvisionner en naloxone, de baliser l'administration de ce médicament dans une procédure claire et forme son personnel à ce sujet. [12].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Association québécoise des centres d'intervention en dépendance

Association des intervenants en dépendance du Québec

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Association des intervenants en dépendance du Québec

La Maison Carignan

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

La Maison Carignan

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Association des intervenants en dépendance du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Association québécoise des centres d'intervention en dépendance

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-08-31, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2020-08-31, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2020-08-31, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Association des intervenants en dépendance du Québec

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 8, aucune réponse reçue.

La Maison Carignan

Concernant la recommandation numéro 8, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 9, aucune réponse reçue.

La Maison Carignan

Concernant la recommandation numéro 9, aucune réponse reçue.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 10, aucune réponse reçue.

La Maison Carignan

Concernant la recommandation numéro 10, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 11, aucune réponse reçue.

La Maison Carignan

Concernant la recommandation numéro 11, aucune réponse reçue.

La Maison Carignan

Concernant la recommandation numéro 12, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier : 2018-05750 et 2018-05752

Événement :

Deux travailleurs du domaine agricole décèdent d'asphyxie dans un silo à grains à Saint-Simon-les-Mines.

Recommandations :

Que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- travaille de façon concertée avec la Direction de la santé publique et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail afin d'offrir des services-conseils aux agriculteurs en termes de santé et sécurité au travail en s'intéressant, de façon non exclusive, à la sécurité des silos et à l'accueil des travailleurs étrangers, notamment pour l'apprentissage du français et l'identification des dangers sur la ferme. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motoneiges

Numéro dossier : 2019-01254 et 2019-02072

Événement :

Une touriste française de 55 ans et son fils de 11 ans décèdent de noyade dans la rivière du Loup à la suite d'un accident de motoneige survenu à Saint-Alexis-des-Monts.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec et le ministère du Tourisme du Québec :

- implantent de nouvelles mesures de sécurité pour l'utilisation et la conduite des véhicules hors route, notamment en rendant obligatoire la formation des guides et en implantant une formation pratique de quelques heures obligatoire pour la location de motoneige auprès d'une entreprise, par toute personne qui ne possède pas les compétences requises pour conduire de façon sécuritaire ce type de véhicule. [1].

Organisations/personnes visées :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Ministère du Tourisme du Québec

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-09-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-09-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère du Tourisme du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-09-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-09-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : 2019-07500

Événement :

Une dame de 83 ans domiciliée avec sa fratrie décède des suites de conditions médicales non traitées adéquatement.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean :

- révise le dossier psychosocial et médical complet de la patiente quant à la qualité de l'acte professionnel et des soins dispensés et prenne les mesures appropriées eu égard à la situation; [1].

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Que le Collège des médecins du Québec :

- révisé la conduite du médecin de famille quant à la qualité de l'acte professionnel et des soins dispensés et/ou la négligence à apporter les soins requis par l'état de la patiente et prenne toutes les mesures appropriées eu égard à la situation; [2].

Que l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec :

- révisé la qualité de l'acte professionnel quant à l'absence d'intervention devant une situation évidente de maltraitance. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Collège des médecins du Québec

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-09-25, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-11-19, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motocyclettes

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Numéro dossier : 2019-04383

Événement :

Une motocycliste de 45 ans décède d'un polytraumatisme après une collision avec une voiture survenue sur la route 303 près de Thorne.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- évalue la qualité des services ambulanciers dispensés à la patiente et la justesse de la décision de la transporter directement à l'Hôpital de Hull et de prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées eu égard à la situation le cas échéant. [1].

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux concernant sa Direction nationale des services préhospitaliers d'urgence :

- précise dans son « protocole d'intervention clinique à l'usage des techniciens ambulanciers paramédics » à partir de quand le délai commence à compter pour le transport vers un hôpital. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-22, l'intervenant informe le coronier en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2020-01956

Événement :

Un homme de 75 ans décède des complications médicales d'une subluxation de la colonne cervicale occasionnée par une collision routière à Shawville.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais dont fait partie l'Hôpital du Pontiac:

- effectue une enquête sur la qualité de l'acte professionnel et des soins dispensés au patient et prenne toutes les mesures appropriées si nécessaires. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-02746

Événement :

Un homme de 65 ans se suicide à son domicile de Gatineau pendant un congé temporaire de l'Hôpital de Gatineau.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais et l'Hôpital de Gatineau revoient :

- l'analyse du dossier complet de l'hospitalisation du patient à partir de son admission au début avril jusqu'à son congé temporaire le 9 mai et l'inscription de la note tardive du 10 mai. [1];
- les motifs pour l'absence de suivi pour la demande en garde provisoire pourtant recommandée quatre jours avant l'autorisation de congé temporaire. [2];
- s'il y a eu des lacunes dans l'autorisation de congé temporaire accordé et identifient les motifs de l'absence de notification aux services sociaux et à la famille lors de l'autorisation de congé temporaire, et apportent les correctifs requis, le cas échéant. [3].

Que le Collège des médecins du Québec examine :

- la qualité et la diligence de l'acte professionnel et du suivi médical concernant l'absence de suivi d'une demande d'autorisation de garde provisoire. [4];
- la qualité et la diligence de l'acte professionnel et du suivi médical et l'autorisation de congé temporaire alors que la condition clinique du patient quatre jours auparavant justifie une demande d'autorisation de garde provisoire. [5].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-10-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-10-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-10-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collège des médecins du Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-05595

Événement :

Une femme de 59 ans se suicide à son domicile de Lochaber-Ouest après avoir reçu son congé de l'Hôpital de Papineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- revoie l'analyse du dossier de la patiente à partir du premier diagnostic de trouble anxieux en avril 2018, jusqu'à celui de bipolarité en août 2018 et jusqu'à son congé définitif le 17 septembre. [1];
- revoie la diligence des soins et du suivi de la prescription de la lamotrigine à partir du 6 août 2018 et la pertinence du maintien de la médication malgré l'apparente faible efficacité du médicament, la détérioration clinique de la patiente et ses préoccupations et celles de ses proches du lien possible avec la lamotrigine lors de son hospitalisation psychiatrique à l'Hôpital de Papineau. [2];
- revoie s'il y a eu des lacunes dans l'autorisation de congé temporaire accordé et du processus de congé définitif, identifie les motifs de l'absence de notification aux services sociaux lors de l'autorisation de congé temporaire, et apporte les correctifs requis, le cas échéant. [3];
- explore la pertinence d'ajouter à la Directive – Droits de circulation des usagers adultes inscrits et hospitalisés en santé mentale en fonction de leur statut légal, l'obligation d'être vu par le psychiatre pour que celui-ci détermine si un patient bénéficiant d'un congé temporaire qui a présenté des risques suicidaires modérés à élevés, est apte à recevoir un congé définitif, sous réserve d'un suivi externe rapide des intervenants sociaux. [4].

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie l'analyse du dossier médical de la patiente à partir du premier diagnostic de trouble anxieux en avril 2018 et de celui de bipolarité en août 2018 et jusqu'à son congé définitif le 17 septembre. [5];

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- examine la qualité et la diligence de l'acte professionnel et du suivi médical concernant la pertinence de la médication prescrite malgré les idées suicidaires récurrentes et de plus en plus prononcées qui ont débuté avec la prise de la lamotrigine ainsi que l'autorisation de congé temporaire alors que les idées suicidaires étaient encore présentes, et l'absence d'évaluation médicale faite lors de l'autorisation du congé définitif. [6].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- examine la qualité et la diligence de l'acte professionnel et du suivi infirmier et clinique concernant la médication prescrite malgré les idées suicidaires récurrentes et de plus en plus prononcées de la patiente ainsi que l'évaluation professionnelle de l'infirmière qui a pris l'appel autorisant le congé définitif. [7].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Collège des médecins du Québec

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-10-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-10-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-10-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-10-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2020-07-07, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2020-07-07, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 7, en date du 2020-06-22, la réponse ne traite pas de la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier : 2019-02830

Événement :

Un automobiliste de 31 ans perd la vie lors d'une collision routière avec un camion-benne à Mirabel.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- prenne connaissance des causes et des circonstances du décès de cet homme et mette en place les mesures nécessaires afin de renforcer la sécurité et d'éviter un nouvel accident aux abords de ce segment de route problématique. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-06-26, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-07622

Événement :

Un homme de 83 ans décède dans un contexte de fin de vie au Centre d'hébergement Coteau-du-Lac.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

- revoie le dossier de ce patient lors de son séjour au Centre d'hébergement Coteau-du-Lac pour s'assurer de la conformité des soins prodigués. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-08-21, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-07682

Événement :

Une femme de 68 ans, ayant consulté le jour même à l'hôpital, décède d'une dissection aortique causant un hémopéricarde à son domicile de Montréal.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- évalue l'opportunité de modifier le logiciel d'orientation utilisé à l'urgence afin d'y inclure les difficultés de communication dans les critères d'exclusion universelle; [1];
- revoie le contenu de la formation professionnelle destinée aux infirmières afin d'insister sur les problèmes de communication au triage et sur la définition de douleur thoracique antérieure ou postérieure. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-09-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-09-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier : 2019-04672

Événement :

Une femme de 66 ans, atteinte de spina bifida, décède d'une asphyxie positionnelle à son domicile de Sept-Îles, dans l'attente d'un hébergement dans un centre de soins de longue durée.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- révisé le dossier de la patiente et mis en œuvre un plan de soins préventifs plus rigoureux et structuré par une approche centrée sur la personne dans l'attente d'une relocalisation. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2020-00948

Événement :

Une femme de 98 ans décède d'un probable hématome sous dural à la suite d'une chute survenue dans un CHSLD de Drummondville.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec dont fait partie le CHSLD Frederick-George-Heriot:

- s'assure du respect de toutes les directives et protocoles en vigueur quant à l'usage des fauteuils roulants pour les personnes en perte d'autonomie avec troubles cognitifs majeurs. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2020-00500

Événement :

Une femme de 47 ans, ayant reçu son congé le jour même d'un hôpital en santé mentale, décède d'un suicide dans le métro de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- révise la qualité de l'acte professionnel et des soins prodigués à cette patiente le 21 janvier 2020 à l'Hôpital en santé mentale Albert-Prévost. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- révise la qualité de l'acte professionnel et des soins prodigués à cette patiente le 21 janvier 2020 à l'Hôpital en santé mentale Albert-Prévost. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-01605

Événement :

Un homme de 92 ans non admissible à l'aide médicale à mourir décède d'un suicide par pendaison à sa résidence de Stratford.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- procède à la révision du dossier de ce patient afin de s'assurer de la qualité de l'acte professionnel et des soins qui lui ont été prodigués, plus particulièrement à l'occasion de la visite du 11 octobre 2018 au Centre de santé et des services sociaux du Haut-Saint-François; [1];
- s'assure que les personnes exprimant le désir de bénéficier de l'aide médicale à mourir, alors qu'ils n'y sont pas admissibles, bénéficient de soutien et d'un suivi psychologique; [2];
- s'assure que les professionnels de la santé effectuent ou fassent effectuer une évaluation du risque suicidaire d'un usager lorsque celui-ci verbalise des pensées suicidaires. [3].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-04146

Événement :

Un homme de 87 ans décède d'une insuffisance cardiaque terminale consécutive à une fracture du bassin et à un ACV survenus lors d'une chute dans une résidence pour aînés à Saint-Eustache.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- étudie de nouvelles normes pour la certification des résidences pour personnes âgées afin que les usagers des résidences puissent avoir accès à un système d'appel mobile à coût réduit, voire gratuit et de les inclure dans le Règlement sur la certification des résidences privées pour aînés; [1];
- fasse une campagne publicitaire ciblée sur les personnes âgées vivant seules dans leur résidence, leur logement et/ou dans des résidences privées pour aînés afin de sensibiliser cette clientèle à l'importance d'avoir un système d'alarme mobile; [2];
- fasse une campagne publicitaire auprès des aînés afin de les sensibiliser sur l'importance de mettre en place entre voisins ou proches un système d'appel ou encore des systèmes automatisés de sorte qu'une vérification journalière puisse être faite auprès d'eux. [3].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-12-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-12-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-12-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motocyclettes

Numéro dossier : 2018-05589

Événement :

Un motocycliste de 66 ans décède d'un traumatisme craniocérébral sévère consécutif à une collision avec une voiture sur la rue Saint-Pierre à Saint-Constant.

Recommandations :

Que la Fédération motocycliste du Québec

- rappelle à ses membres l'importance du port d'un casque certifié et conforme aux exigences de la norme de fabrication. [1].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec

- poursuive, auprès des motocyclistes, ses efforts de sensibilisation sur l'importance du port d'un casque conforme au Règlement sur les casques protecteurs. [2].

Organisations/personnes visées :

Fédération motocycliste du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Suivi des recommandations :

Fédération motocycliste du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-08-05, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier : 2017-06935

Événement :

Un homme de 76 ans décède probablement des suites d'une arythmie cardiaque maligne spontanée dans un contexte de complications d'une perforation intestinale survenue lors d'une colonoscopie à l'Hôpital général Juif de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal dont l'Hôpital général Juif fait partie:

- examine la qualité des soins prodigués au patient en décembre 2017. [1].

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel et des soins prodigués au patient en décembre 2017. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Homicides

Numéro dossier : 2017-01573

Événement :

Une jeune femme de 18 ans décède à la suite d'un homicide par arme tranchante, survenu à son domicile de Mont Saint-Hilaire.

Recommandations :

Que la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent :

- élabore des ateliers de formation continue auprès des policiers concernant les comportements qui caractérisent les cycles de la violence conjugale pour mieux en détecter tous les signes avant-coureurs possibles; [1];
- effectue des sessions de sensibilisation auprès des policiers concernant les émotions des victimes de violence conjugale lorsqu'elles sont confrontées à cette réalité; [2].

Que le ministère de la Sécurité publique :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- porte son prochain mandat d'inspection sur le traitement des dossiers de violence conjugale pour s'assurer que tous les corps de police de chaque région administrative du Québec traitent adéquatement ces dossiers et utilisent tous les outils du Guide de pratique policière (GPP) à leur disposition pour identifier les risques d'homicide lors de tout signalement impliquant de la violence conjugale; [3];
- évalue l'opportunité d'insérer au GPP une section concernant les situations où une victime se présente au poste de police pour s'informer de ses droits et obtenir des conseils pour ainsi permettre aux policiers de revoir leurs pratiques internes et les adapter, au besoin, pour sensibiliser les victimes aux dangers potentiels auxquels elles s'exposent et à l'utilité d'avoir recours à un accompagnement des policiers de façon préventive; [4].

Que le Secrétariat à la condition féminine :

- procède à une campagne de sensibilisation et de promotion des rapports égalitaires dans les relations de couples et d'étendre spécifiquement cette campagne, en l'adaptant, à tous les élèves de la province de niveau d'enseignement secondaire. [5].

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- procède à une campagne de sensibilisation et de promotion des rapports égalitaires dans les relations de couples et d'étendre spécifiquement cette campagne, en l'adaptant, à tous les élèves de la province de niveau d'enseignement secondaire. [6].

Que le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

- procède à une campagne de sensibilisation et de promotion des rapports égalitaires dans les relations de couples et d'étendre spécifiquement cette campagne, en l'adaptant, à tous les élèves de la province de niveau d'enseignement secondaire. [7].

Organisations/personnes visées :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent

Ministère de la Sécurité publique

Secrétariat à la condition féminine

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Suivi des recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-07-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-07-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2020-07-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-07-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Secrétariat à la condition féminine

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2020-07-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 7, en date du 2020-07-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-03034

Événement :

Un homme de 55 ans se suicide à son domicile de Shawinigan lors d'un congé temporaire octroyé par un centre hospitalier de Trois-Rivières.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec dont le Centre hospitalier affilié universitaire régional fait partie:

- revoie les méthodes d'évaluation du risque suicidaire mises en place en psychiatrie chez les patients présentant des risques de suicide, lors de l'octroi d'un congé dans un contexte d'internement. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-10-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES INDÉTERMINÉES

Décès de nature indéterminée

Numéro dossier : 2020-00797

Événement :

Un homme de 64 ans décède d'une cause indéterminée à son domicile de Senneterre.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue :

- révisé le dossier médical et psychosocial et émette des recommandations sur les délais d'intervention le cas échéant. [1].

Organisations/personnes visées :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-06, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2020-00272

Événement :

Une femme de 98 ans décède des conséquences d'une chute survenue à l'Hôpital Sainte-Anne.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal :

- s'assure qu'une formation est donnée aux employés de l'Hôpital Sainte-Anne quant à l'importance de l'inscription des informations au rapport de déclaration d'incident ou d'accident et que ces informations reflètent la réalité de l'accident; [1];
- revoie ses procédures en matière de priorisation des soins et s'assure qu'un membre du personnel peut être au chevet d'un patient dans les cinq minutes suivant le déclenchement de l'alarme de lit ou d'un tapis de sol. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-09-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2020-09-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2019-03361

Événement :

Un homme de 76 ans décède d'un polytraumatisme de la route après avoir percuté un orignal avec sa voiture sur l'autoroute 40 à Saint-Maurice.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- entreprenne des démarches pour mettre en place des mesures d'atténuation des accidents routiers impliquant la grande faune en vue de rendre sécuritaire la portion de l'autoroute 40 située entre les kilomètres 210 et 220. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2020-09-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Chutes

Numéro dossier : 2019-07156

Événement :

Une femme de 87 ans décède d'une insuffisance respiratoire consécutive à une chute survenue dans un CHSLD de Sept-Îles.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- s'assure que le rapport de déclaration d'incident ou d'accident soit dûment rempli, tel que prescrit dans la Loi sur la santé et des services sociaux, afin de permettre d'identifier les situations à risque et les interventions requises pour éviter qu'un événement semblable ne se reproduise. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2020-01399

Événement :

Un homme de 37 ans décède d'une embolie pulmonaire massive le lendemain de sa consultation dans un centre hospitalier.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- révisé la qualité de l'acte médical lors de sa prise en charge tant à l'Hôpital Jean-Talon qu'à l'Hôpital Fleury. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-19, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2019-06111

Événement :

Un enfant de 2 ans résidant à Fermont décède d'une entérite ischémique aiguë au niveau de l'intestin grêle associée à une infection virale après son transfert au CHUL de Québec.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- révisé la qualité de l'acte professionnel et des soins prodigués à ce jeune patient au Centre de santé de l'Hématite le 4 octobre 2019; [1];
- mette en place un service de vidéo-consultation, permettant aux médecins spécialistes de constater visuellement l'état d'un patient, ce qui permettrait d'améliorer l'établissement d'un diagnostic. [2].

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Que le Collège des médecins du Québec :

- révisé la qualité de l'acte professionnel et des soins prodigués à ce jeune patient au Centre de santé de l'Hématite le 4 octobre 2019. [3].

Que le Centre hospitalier universitaire de Québec :

- révisé la demande d'évacuation aéromédicale de ce jeune patient, le 4 octobre 2019. [4].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Collège des médecins du Québec

Centre hospitalier universitaire de Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Centre hospitalier universitaire de Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2020-12-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Chutes

Numéro dossier : 2018-00849

Événement :

Une femme de 77 ans décède de conséquences médicales à Hôpital de Gatineau suite à une chute de sa hauteur survenue à son domicile à Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- revoie les consignes post-traitement oncologique afin d'ajouter de ne pas demeurer seule pour une période de 24 à 48 heures après les traitements; [1];
- établisse (ou revoie) le protocole de communication des résultats d'examens urgents afin de s'assurer que l'information soit transmise sans délai aux médecins traitants. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-05248

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Événement :

Une femme de 38 ans décède d'asphyxie par pendaison à son domicile, suite à l'obtention d'un congé hospitalier, dans le contexte où un meilleur filet de sécurité aurait pu être mis en place.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- poursuivre ses efforts de prévention du suicide et de renforcer l'accessibilité et la continuité des services offerts aux personnes qui vivent de la détresse, notamment en implantant des équipes mobiles d'intervention de crise adéquates dans les urgences de tous les centres hospitaliers du Québec, en offrant des services de psychothérapie en temps opportun, plus particulièrement en situation de crise et en implantant un service intégré de liaison, d'accompagnement et de relance des personnes qui se présentent dans un centre hospitalier à la suite d'une tentative de suicide ou d'idées suicidaires sur l'ensemble du territoire québécois; [1].

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière en collaboration avec le Regroupement des Centres de prévention du suicide du Québec:

- poursuivre ses efforts de prévention du suicide et de renforcer l'accessibilité et la continuité des services offerts aux personnes qui vivent de la détresse sur son territoire, notamment en implantant une équipe mobile d'intervention de crise adéquate dans les urgences de ses établissements, en offrant des services de psychothérapie en temps opportun, plus particulièrement en situation de crise et en implantant un service intégré de liaison, d'accompagnement et de relance des personnes qui se présentent dans un centre hospitalier à la suite d'une tentative de suicide ou d'idées suicidaires. [2];
- confie mandat à son Comité de l'acte médical ou un comité du même type de procéder à une révision complète du suivi médical qui a été offert à la patiente dans les semaines qui ont précédé son décès et d'évaluer les filets de sécurité qui pourraient être mis en place à l'avenir afin d'éviter, si possible, qu'une telle situation se reproduise. [3].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier : 2019-04523

Événement :

Un homme de 75 ans décède à l'Hôpital de Chicoutimi, des conséquences d'un étouffement alimentaire survenu dans une résidence privée pour aînés de Chicoutimi.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean s'assure de l'application et du respect du règlement de la certification des résidences privées pour aînés en rappelant :

- à l'ensemble des résidences qu'il certifie l'importance de suivre et de respecter l'ensemble des règles établies en cette matière notamment d'offrir un encadrement sécuritaire avec la présence en tout temps du personnel requis avec la formation exigée (préposé, réanimation cardiorespiratoire de base et secourisme général) en fonction de la catégorie de la résidence; [1];
- à l'ensemble des résidences qu'il certifie l'importance de suivre et de respecter l'ensemble des règles établies en cette matière notamment d'offrir des menus adaptés aux besoins nutritionnels incluant la forme des aliments chez les bénéficiaires présentant des conditions particulières de santé. [2].

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean s'assure de l'application et du respect du règlement de la certification des résidences privées pour aînés :

- en élaborant des stratégies de vérification et de contrôle plus élaborées que celles proposées par Agrément Canada; [3];
- en élaborant un plan d'actions et de remédiation avec les résidences qui ne respectent pas le règlement; [4];
- en mettant en place d'avantage de ressources matérielles et professionnelles pour s'assurer du respect de la réglementation cela dans le but d'offrir un environnement sécuritaire pour nos aînés. [5].

Organisations/personnes visées :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-02-11, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-02-11, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2021-02-11, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2021-02-11, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2021-02-11, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2019-07256

Événement :

Un homme de 35 ans décède à son domicile de Trois-Rivières, d'une intoxication médicamenteuse accidentelle.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- rappelle à ses membres les bonnes pratiques en matière de prescriptions des narcotiques notamment de favoriser les renouvellements d'ordonnance en limitant la quantité de narcotiques à délivrer afin d'assurer un meilleur suivi du patient et une meilleure gestion de la douleur. Le tout, dans le but de limiter les risques d'intoxications, de dépendance ou de revente sur le marché noir. [1].

Organisations/personnes visées :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier : 2016-01641

Événement :

Un homme de 59 ans décède par suffocation et par l'effet contributif possible de brûlures corporelles importantes consécutivement à un carambolage dans lequel il est impliqué, causé par l'arrêt intempestif d'un camion-citerne d'avitaillement circulant sur l'autoroute 40 à Montréal.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- procède à une campagne de sensibilisation concernant les distances sécuritaires entre les usagers qui circulent sur le réseau routier; [1];
- communique avec tous les corps de police de la province pour échanger concernant leurs initiatives en ce sens et ainsi favoriser la collaboration pour un partage sécuritaire optimal du réseau routier. [2].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2020-04673

Événement :

Une dame de 63 ans souffrant de problèmes de santé mentale se suicide à son domicile de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- révisent le dossier de la patiente dans le but de développer des moyens efficaces de suivi et de collaboration entre eux pour assurer une prise en charge globale d'un patient qui requiert un suivi tant au niveau médical qu'au niveau de sa santé mentale dans un contexte d'une double offre de services. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-07250

Événement :

Un homme de 90 ans décède des conséquences d'un choc septique à l'Hôpital Charles-Le Moyne.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre :

- procède à l'examen du dossier du patient. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi des recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2020-01617

Événement :

Une dame de 67 ans décède d'une probable arythmie cardiaque dans le contexte d'un saignement gastro-intestinal, à son domicile d'Uashat, moins de deux jours après avoir obtenu son congé d'un centre hospitalier auquel elle y était hospitalisée.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- étudie ce dossier afin d'analyser les actes médicaux posés entre le 1er janvier 2020 et le 5 mars 2020 et qu'il fasse au conseil d'administration de leur établissement, s'il y a lieu, toutes les recommandations qu'ils jugeront utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Suicides

Numéro dossier : 2020-03695

Événement :

Une femme de 47 ans se suicide par pendaison à son domicile de Kuujjuaq.

Recommandations :

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik dont fait partie le Centre de santé Tulattavik de l'Ungava à Kuujjuaq:

- comble dans les meilleurs délais le poste de conseiller en toxicomanie dans la communauté de Kuujjuaq. [1].

Organisations/personnes visées :

Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik

Suivi des recommandations :

Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2020-05195

Événement :

Une dame de 84 ans décède d'insuffisance cardiaque dans son lit à sa résidence, les résidences Tournesol à Montréal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Recommandations :

Que la Résidence Tournesol :

- revoie leurs procédures quant à la prise en charge et le suivi de la dame et de prendre les mesures appropriées afin d'éviter qu'une telle situation se reproduise. [1].

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- révise la qualité de l'acte professionnel dont a bénéficié la dame le 4 août 2020. [2].

Organisations/personnes visées :

Résidence Tournesol

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Résidence Tournesol

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2017-06901

Événement :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Un homme de 19 ans décède d'une pancréatite aiguë dans une résidence de type familial de Sherbrooke.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- révisé les ententes visant les ressources de type familial ainsi que les familles d'accueil de façon à ce que des visites surprises puissent être effectuées par les établissements auprès des ressources de façon à s'assurer que les critères permettant la reconnaissance de celles-ci soient maintenus et que les usagers qui leur sont confiés soient en sécurité et qu'ils ne soient pas laissés à eux-mêmes. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Camions et autres véhicules lourds

Numéro dossier : 2019-05228

Événement :

Une dame de 51 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été heurtée par un autobus en traversant une intersection à Montréal.

Recommandations :

Que la Société de transport de Montréal et le Syndicat des chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro et employés des services connexes au transport de la STM. :

- entament des discussions et de convenir des modalités d'encadrement des heures de travail supplémentaires afin de ne pas exposer le chauffeur d'autobus à un nombre d'heures supplémentaires excessifs au détriment de la sécurité du chauffeur et des citoyens. [1].

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- étudie la possibilité de modifier le Règlement sur les heures de conduite et de repos des conducteurs de véhicules lourds pour y inclure les chauffeurs d'autobus affectés au transport urbain afin qu'ils puissent bénéficier des mêmes règles concernant les heures de conduite et de repos que les autres chauffeurs d'autobus non affectés au transport urbain. [2].

Organisations/personnes visées :

Société de transport de Montréal

Syndicat des chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro et employés des services connexes au transport de la STM

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de transport de Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Syndicat des chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro et employés des services connexes au transport de la STM

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2019-01053

Événement :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Un homme de 68 ans décède à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, d'un traumatisme crânien suite à une collision routière avec un camion léger alors qu'il était piéton et traversait le boulevard Neilson, à Québec.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- procède à une étude ou de former un comité portant sur la recherche de moyens à mettre en place afin de pallier l'absence de visuel derrière certains types de camions non assujettis à la Loi sur la sécurité automobile et à ses règlements applicables datant du 1er mai 2018 et qui permettrait la détection d'un piéton derrière le véhicule lors de l'embrayage d'une manœuvre en marche arrière. [1];
- intègre dans ses messages d'activités de sensibilisation l'enjeu de l'absence de visuel derrière certains types de camions et le danger associé notamment quant à la collision avec un piéton et encourager les entreprises de flotte de camions à prendre les mesures nécessaires pour pallier à ce manque. [2].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-13, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-01-13, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : 2020-03820

Événement :

Un homme de 59 ans décède d'un polytraumatisme consécutif à une attaque perpétrée par le taureau de son troupeau de bovins, dans un enclos de sa ferme de Mont-Carmel.

Recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec :

- priorise la santé et la sécurité en milieu agricole au même titre que l'amélioration de la qualité de la production, du bien-être animal et du respect de l'environnement. [1].

Que le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, l'Union des producteurs agricoles du Québec et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail :

- incluent dans leurs programmes de formation pour les personnes œuvrant en milieu agricole, des notions de santé de sécurité visant à améliorer les connaissances sur le comportement animal et les précautions à prendre. [2].

Que l'Union des producteurs agricoles du Québec :

- revoie ses modes de communication et de formation afin de mieux rejoindre les agriculteurs sans employés et souvent moins portés aux nouvelles technologies de l'information. [3].

Que l'Union des producteurs agricoles du Québec et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail :

- élaborent un programme de formation portant sur des mesures préventives afin d'offrir un environnement plus sécuritaire aux producteurs agricoles pouvant inclure entre autres l'installation de barrières contre la ruade ou l'installation de cage de contention. [4].

Organisations/personnes visées :

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

L'Union des producteurs agricoles du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

L'Union des producteurs agricoles du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2020-03817

Événement :

Une femme de 20 ans décède d'un polytraumatisme de la route survenu à Rawdon sur la route 343, après que le véhicule dont elle prenait place fût percuté par un camion lourd.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- effectue avec diligence les modifications nécessaires pour une circulation plus sécuritaire des véhicules et une amélioration de la signalisation routière aux abords de l'intersection des routes 337 et 343 à Saint-Alphonse-de-Rodriguez en réduisant la vitesse limite des deux routes à 70 km/h à l'approche de cette intersection accidentogène et, en modifiant le panneau avancé d'arrêt sur la route 337 pour signaler que l'arrêt obligatoire à cette intersection ne l'est pas pour les conducteurs circulant sur la route 343 dans les deux directions et, en installant près de l'intersection, dans les deux directions de la route 343, une signalisation pour prévenir les conducteurs qu'ils s'apprêtent à entrer dans une section de route dangereuse. [1].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive et intensifie ses efforts à l'aide d'activités de sensibilisation afin d'inciter tous les occupants d'un véhicule automobile à porter la ceinture de sécurité. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-05085

Événement :

Une dame de 41 ans décède d'un polytraumatisme suite à un saut à partir du pont Laviolette à Trois-Rivières.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec dans le cadre des travaux de réfection majeure à être effectués sur le pont Laviolette:

- poursuive les études pour voir à sécuriser le pont par l'installation de barrières de protection ou par la mise en place d'autres mesures visant à sécuriser l'accès des piétons au rempart et leur permette de se jeter en bas du pont. [1].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2020-02984

Événement :

Une dame de 99 ans décède au CHSLD Laurendeau de Montréal, des conséquences d'une chute de sa hauteur survenue à ce même endroit.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal dont fait partie le CHSLD Laurendeau:

- revoie le dossier de la patiente dans le but de mieux utiliser les outils à leur disposition afin de protéger davantage les résidents qui sont à risque de chuter notamment en s'assurant que le rapport de déclaration des incidents et des accidents soit dûment rempli tel que prescrit par la Loi sur la santé et les services sociaux et qu'il fasse l'objet d'un suivi adéquat pour permettre d'identifier les situations à risque et les interventions requises pour éviter qu'un événement semblable ne se reproduise. [1].

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-07252

Événement :

Un homme de 78 ans décède d'asphyxie par pendaison à son domicile de Coaticook.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- procède à la révision du dossier du patient afin de s'assurer de la qualité de l'acte professionnel et des soins qui lui ont été prodigués, plus particulièrement à l'occasion de sa visite du 23 octobre 2019 en ce qui concerne la demande d'aide médicale à mourir qu'il a formulée; [1];
- s'assure que les personnes exprimant le désir de bénéficier de l'aide médicale à mourir, alors que leur demande n'est pas traitée dans un court délai, aient accès, rapidement, à un soutien et un suivi psychologique; [2];
- s'assurer que les professionnels de la santé effectuent ou fassent effectuer une évaluation du risque suicidaire d'un usager quand celui-ci exprime son désir de bénéficier de l'aide médicale à mourir lorsque cette demande fait l'objet d'un refus ou est différée au-delà des délais prévus pour y avoir droit. [3].

Organisations/personnes visées :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2020-01303

Événement :

Un homme de 81 ans décède d'une asphyxie par pendaison à son domicile à Baie-Saint-Paul, peu de temps après son congé de l'hôpital.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale :

- instaure, pour l'Hôpital de Baie-Saint-Paul, avec les différents intervenants une règle de conduite à tenir devant une situation problématique de ce genre, c'est-à-dire une meilleure communication entre les différents intervenants (médecins, travailleur social et autre spécialité) afin de prendre une décision collective avant de libérer ce type d'individu à haut risque de suicide; [1];
- implante le programme d'intervention SILAR (Service intégré de liaison, d'accompagnement et de relance) du Centre de prévention du suicide de Québec sur tout le territoire de Charlevoix afin que les personnes qui se présentent dans un centre hospitalier à la suite d'une tentative de suicide ou d'idées suicidaires soient référées automatiquement vers ce programme. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2020-03743

Événement :

Un homme de 65 ans décède à son domicile de Montréal des conséquences d'une tamponnade cardiaque, après avoir consulté un médecin par téléphone (dans le contexte de la pandémie) qui ne l'aurait pas orienté vers un centre hospitalier.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- révise la qualité de l'acte professionnel posé dans ce dossier. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2019-05475

Événement :

Un homme de 33 ans décède des conséquences d'une hémorragie après s'être infligé un traumatisme intentionnel avec des couteaux, dans une résidence d'Alma.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie le dossier de ce patient pour valider que l'évaluation, le traitement, la prise en charge et la tenue de dossier médical étaient adéquats en présence d'un possible diagnostic de trouble d'adaptation. [1].

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2019-06671

Événement :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Une dame de 71 ans est décédée d'une combinaison d'intoxication et d'insuffisance respiratoire dans le contexte d'un emphysème pulmonaire sévère dans la salle d'urgence de l'Hôpital Saint-Eustache.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides dont fait partie l'Hôpital Saint-Eustache :

- revoie le processus de triage et d'inscription des patients afin d'améliorer les pratiques de prise en charge des patients pour éviter qu'un événement semblable se reproduise. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2020-02348

Événement :

Une femme de 89 ans décède à l'Hôpital du Suroît des complications médicales d'une fracture de la hanche consécutivement à une chute survenue à la ressource intermédiaire Centre-Dr-Michel-Leduc des Résidences Quatre-Saisons à Coteau-du-Lac.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- revoie le dossier de Mme Paré dans le but de mieux utiliser les outils à leur disposition afin de protéger davantage les résidents qui sont à risque de chuter notamment en s'assurant que le rapport de déclaration des incidents et des accidents soit dûment rempli tel que prescrit par la Loi sur la santé et les services sociaux et qu'il fasse l'objet d'un suivi adéquat pour permettre d'identifier les situations à risque et les interventions requises pour éviter qu'un événement semblable ne se reproduise à la ressource intermédiaire Centre-Dr-Michel-Leduc des Résidences Quatre-Saisons. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2019-06446

Événement :

Un homme de 29 ans décède à l'Hôpital et CLSC de Sept-Îles, d'une péritonite aiguë bactérienne et fécaloïde, après avoir été percuté par une voiture alors qu'il était piéton.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- étudie ce dossier afin d'analyser les actes médicaux posés entre le 10 octobre 2019 et le 21 octobre 2019 et qu'il fasse au conseil d'administration de leur établissement, s'il y a lieu, toutes les recommandations qu'ils jugeront utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2019-06046

Événement :

Une dame de 85 ans décède au Centre d'hébergement et de soins de longue durée Sainte-Croix des conséquences d'une chute de sa hauteur survenue quelques jours avant, à ce même centre d'hébergement.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre dont le CHSLD Sainte-Croix fait partie:

- s'assure du respect des meilleures pratiques dans la planification et la coordination des soins infirmiers auprès des personnes hébergées présentant un risque de chute identifié, notamment via la mise à jour du plan thérapeutique infirmier après une évaluation du risque de chute. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

AUTRES ACCIDENTS

Chaleur ou froid excessif

Numéro dossier : 2018-03646

Événement :

Un bébé de 6 mois décède d'une hyperthermie environnementale, ayant passé la journée dans une voiture stationnée, à Montréal.

Recommandations :

Que le ministère de la Famille avec la collaboration des prestataires de services de garde :

- mettre en place un mécanisme de gestion des présences et des absences pour les enfants fréquentant une garderie et d'aviser rapidement un proche en cas d'absence non motivée. [1].

Que Transports Canada :

- étudie la possibilité d'élaborer une nouvelle norme de sécurité afin de doter les sièges d'auto pour enfants d'un dispositif d'alerte de sécurité pour détecter les enfants laissés sans surveillance dans un véhicule et éviter qu'un tel événement se reproduise. [2].

Organisations/personnes visées :

Ministère de la famille

Transports Canada

Suivi des recommandations :

Ministère de la famille

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Transports Canada

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : 2019-00534

Événement :

Un homme de 85 ans décède des suites de brûlures corporelles subites après être chuté de son lit et resté pris près d'un système de chauffage, dans sa chambre de la résidence pour personnes âgées l'Auberge de la Rivière Joliette située à Saint-Charles-Borromée.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière :

- révisé le dossier du patient et mette en œuvre un plan d'intervention plus rigoureux et structuré pour les personnes les plus à risque de subir des blessures causées par des chutes dans l'attente d'une relocalisation. [1].

Que l'Auberge de la Rivière Joliette :

- revoie leurs procédures, auprès du personnel soignant, afin de s'assurer qu'un rapport de déclaration ou d'accident soit dûment rempli en toutes circonstances tel que prescrit par la Loi sur la santé et les services sociaux afin de permettre d'identifier les situations à risque et les interventions requises en prévention des chutes. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Auberge de la Rivière Joliette

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Auberge de la Rivière Joliette

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2019-04018

Événement :

Un homme de 25 ans décède d'une mort subite cardiaque dans un contexte d'entraînement intensif et de consommation de Clenbutérol, sur les lieux de son travail à Jonquière.

Recommandations :

Que le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

- mène une campagne de sensibilisation dans toutes les écoles secondaires du réseau afin d'informer les élèves sur les risques et les dangers associés à l'utilisation de produits dopants pour améliorer les performances sportives et à l'utilisation des plateformes web pour se procurer des substances illicites; [1];
- développe une campagne de sensibilisation sur les risques associés aux produits dopants pour tous les utilisateurs des salles de sports, de conditionnement et d'entraînement du réseau d'éducation secondaire, collégial et universitaire associés au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Cela s'inscrit bien à l'intérieur de leur programme de Sécurité et intégrité en loisir et en sport. [2].

Que l'Association des Physiques Québécois :

- mène une campagne de sensibilisation auprès de ses membres et des adeptes de culture physique sur les dangers potentiels de l'utilisation des produits dopants visant à augmenter la masse musculaire et les performances sportives. [3].

Organisations/personnes visées :

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

L'Association des Physiques Québécois

Suivi des recommandations :

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

L'Association des Physiques Québécois

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2020-01877

Événement :

Un homme de 81 ans décède à l'hôpital de Sainte-Agathe-des-Monts des complications d'une chute survenue au centre d'hébergement de soins de longue durée Pavillon Philippe-Lapointe.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides concernant le CHSLD Pavillon Philippe- Lapointe:

- installe dans les chambres un écriteau ou affiche afin d'indiquer que le matelas sonnant doit être activé pour le patient. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2020-02317

Événement :

Une dame de 74 ans décède d'un syndrome malin neuroleptique à l'Hôpital de Hull.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- fasse une vérification dans le DSQ lors d'une admission dans une unité de santé mentale afin de déterminer si le/la patient/e a eu un examen médical dans la dernière année et en faire la demande le cas échéant; [1];
- s'assure de la validité des informations transmises quant aux personnes contactes et niveau de soins lors d'un transfert dans une unité de soins ou résidence intermédiaire. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-02-16, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-02-16, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier : 2020-05229 et 2020-05230

Événement :

Un homme âgé de 44 ans et sa fille âgée de 3 ans décèdent par noyade dans la rivière Rouge à La Conception.

Recommandations :

Que la Société de sauvetage du Québec :

- poursuivre ses efforts d'éducation et de sensibilisation aux risques associés à la baignade dans les rivières du Québec. [1].

Organisations/personnes visées :

Société de sauvetage du Québec

Suivi des recommandations :

Société de sauvetage du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2020-03212

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Événement :

Une femme de 24 ans décède des conséquences d'un anévrisme cérébral rompu, à son domicile de Montréal.

Recommandations :

Que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) :

- revoie l'analyse du dossier de la patiente lors de sa consultation le 14 mai 2020. [1];
- revoie s'il y a des lacunes lors de la suspicion du diagnostic de la paralysie du troisième nerf crânien et d'identifier les correctifs requis, le cas échéant.[2];
- revoie la méthode d'enregistrement des coordonnées du patient afin qu'il puisse être rejoint en tout temps.[3].

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie l'analyse du dossier médical de la patiente lors de sa consultation le 14 mai 2020 au centre universitaire de santé McGill.[4];
- examine la qualité et la diligence de l'acte professionnel et du suivi médical concernant le suivi relativement au diagnostic de la paralysie du troisième nerf crânien. [5].

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-03929

Événement :

Un homme de 74 ans décède des suites d'un accident vasculaire cérébral, à l'Hôpital Fleurimont du CHUS, situé à Sherbrooke.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke dont fait partie l'établissement du Centre de santé et de services sociaux de Memphrémagog :

- procède à la révision du dossier du patient dans le but de s'assurer que les soins qui lui ont été prodigués et analyses diagnostics lors de sa visite du 30 juin 2018 respectaient les plus hauts standards de qualité [1];
- s'assure que les Recommandations canadiennes pour les pratiques optimales de soins de l'AVC soient mises en application, dans les meilleurs délais, plus particulièrement concernant la mise en place de l'ensemble des examens requis dans le contexte d'un examen initial lors d'un accident vasculaire cérébral présumé. [2].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2019-02875

Événement :

Une femme de 23 ans décède au Centre universitaire de santé McGill d'un traumatisme craniocérébral, après avoir été happée par une voiture alors qu'elle traversait la rue St-Denis à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre de formation en transport de Charlesbourg :

- incorpore à la formation obligatoire en matière de transport rémunéré de personnes par automobile, les comportements sécuritaires à adopter concernant le lieu de l'embarquement. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre de formation en transport de Charlesbourg

Suivi des recommandations :

Centre de formation en transport de Charlesbourg

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Numéro dossier : 2020-03560

Événement :

Une dame de 93 ans décède à l'Hôpital de Hull, des conséquences d'une chute survenue où elle demeurait, à la résidence intermédiaire le Manoir Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- envoie immédiatement, avant les conclusions du comité de travail, une consigne à l'ensemble des Résidences intermédiaires sur son territoire à l'effet de demander une consultation médicale dès qu'un bénéficiaire fait une chute et se plaint de douleurs. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2018-02245

Événement :

Une automobiliste de 51 ans décède d'un polytraumatisme de la route dans un geste suicidaire sur le chemin de la 3^e Ligne à Saint-Valentin.

Recommandations :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- fasse une publicité afin d'encourager les gens à se procurer un ivressomètre personnel, afin de permettre aux hôtes de fête d'offrir à leurs invités d'évaluer leur taux d'alcool avant de prendre la route. [1].

Qu'Éduc'alcool :

- fasse une publicité afin d'encourager les gens à se procurer un ivressomètre personnel, afin de permettre aux hôtes de fête d'offrir à leurs invités d'évaluer leur taux d'alcool avant de prendre la route. [2].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Éduc'alcool

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Éduc'alcool

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Homicides

Numéro dossier : 2018-02312

Événement :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Un enfant de 2 ans décède des suites de traumatismes crânio-cérébral et thoraco-abdominal par arme piquante et tranchante dans le contexte d'un homicide survenu à Québec.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- favorise et encourage le partenariat des ressources d'hébergement, des organisations qui les représentent et de la DPJ en accordant un financement adéquat pour assister aux tables régionales de concertation en matière de violence conjugale et familiale. [6].

Que la Maison Marie-Rollet lorsqu'un enfant faisant l'objet d'un signalement par la DPJ est hébergé dans l'une de ses maisons :

- s'assure de ne jamais laisser partir un enfant en cas de cessation d'une entente d'hébergement sans qu'une communication ait eu lieu avec l'intervenant en charge du dossier à la DPJ ou un intervenant de l'urgence sociale assurant ainsi un filet de sécurité pour l'enfant;[1];
- s'assure que les directives à suivre soient connues de tous les intervenants lorsqu'un enfant qui fait l'objet d'un signalement à la DPJ manque à l'appel ou est logé à un endroit inconnu de cette dernière, et ce, par le biais de formation continue.[2].

Que la Maison Marie-Rollet :

- organise une formation continue auprès de son personnel quant à sa procédure lors d'une décision d'expulsion d'une femme ayant des enfants à risque de compromission en s'assurant qu'un filet de sécurité a été prévu pour protéger l'enfant [3].

Que la Maison Marie-Rollet, la Fédération des maisons d'hébergements pour femmes et le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, la Direction de la protection de la jeunesse – Capitale-Nationale - DPJ :

- désignent des intervenants pivots au sein de leur propre organisation afin de favoriser une collaboration concertée en établissant des mécanismes de communication pour un meilleur partage d'informations essentielles à la protection de l'enfant en favorisant une rencontre tripartite (parent/DPJ/maison d'hébergement) dans les premiers jours de l'hébergement de la femme pour assurer une meilleure compréhension de la situation entre la DPJ et la maison, tout en respectant les entités qui leur sont propres; [4];
- désignent des intervenants pivots au sein de leur propre organisation afin de favoriser une collaboration concertée en établissant des mécanismes de communication pour un meilleur partage d'informations essentielles à la protection de l'enfant en mettant en place des formations pour leurs intervenants sur la réalité de leur mission respective afin d'agir de manière concertée et en collégialité. [5].

Que la Direction de la protection de la jeunesse - Capitale-Nationale - DPJ :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- intensifie ses efforts pour mieux informer la population sur son rôle et celui des intervenants afin de s'assurer que toute la société comprenne ses obligations d'imputabilité à l'égard des enfants du Québec en vertu des attributions qui lui sont confiées par la Loi sur la protection de la jeunesse. [7].

Organisations/personnes visées :

Maison Marie-Rollet

Fédération des maisons d'hébergements pour femmes

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Direction de la protection de la jeunesse - Capitale-Nationale - DPJ

Suivi des recommandations :

Maison Marie-Rollet

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fédération des maisons d'hébergements pour femmes

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Direction de la protection de la jeunesse - Capitale-Nationale - DPJ

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 7, aucune réponse reçue.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 6, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-01725

Événement :

Une femme de 73 ans décède au CHSLD Yvon Brunet, d'hématomes musculaires spontanés probablement en lien avec la prise chronique d'un médicament anticoagulant.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- revoie la prise en charge médicale de la patiente ainsi que son suivi médical notamment la fréquence du dosage de l'INR permettant de s'assurer de l'absence d'effets indésirables reliés à l'administration de ce médicament et de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter qu'une situation similaire se reproduise dans le futur. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chaleur ou froid excessif

Numéro dossier : 2020-00318

Événement :

Un homme de 55 ans atteint de schizophrénie décède au Centre universitaire de santé McGill, d'une hypothermie après avoir sauté dans le fleuve Saint-Laurent à Montréal, près du parc St-Louis.

Recommandations :

Que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) :

- revoie la prise en charge du patient et plus spécifiquement évalue la décision de lui accorder des droits de sorties sans accompagnement ou autre restriction considérant ses antécédents médicaux [1].

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Suivi des recommandations :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2019-06203

Événement :

Une femme de 38 ans décède à l'Hôpital régional de Saint-Jérôme, d'un polytraumatisme de la route après qu'un véhicule soit entré en collision avec le sien sur la route 138 à Sainte-Sophie.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- abaisse la vitesse sur la route 158 à 70 km/h dans le secteur où est survenu l'accident. [1];
- entreprenne des évaluations afin de se prononcer sur l'implantation de voies supplémentaires sur la route 158. [2].

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- vérifie l'aptitude à conduire de la conductrice désignée sous l'appellation de "Mme B" au rapport d'investigation. [3].

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chute en planche à neige

Numéro dossier : 2019-00084

Événement :

Un homme de 22 ans décède d'un traumatisme cervical consécutif à une chute en planche à neige à la station du Mont Lac-Vert.

Recommandations :

Que le Mont Lac-Vert :

- reconfigure l'entrée du parc à neige afin de forcer les utilisateurs à freiner, sinon ralentir avant d'amorcer leur saut [1].
- remplace autant que possible son panneau de règlements afin d'y ajouter des pictogrammes [2].

Que l'Association des stations de ski du Québec :

- transmettre le présent rapport à ses membres afin de les sensibiliser et augmenter la vigilance quant au port du casque protecteur dans les parcs à neige [3].

Organisations/personnes visées :

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Mont Lac-Vert

Association des stations de ski du Québec

Suivi des recommandations :

Mont Lac-Vert

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-02-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2021-02-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Association des stations de ski du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motocyclette

Numéro dossier : 2020-03607

Événement :

Un motocycliste de 53 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'un accident de la route survenu sur la rue du Piedmont à La Durantaye.

Recommandations :

Que la Municipalité de La Durantaye :

- revoie leur protocole de réparation de la chaussée des routes dont elle est responsable sur son territoire et y apporte les correctifs nécessaires afin qu'un événement ne se reproduise [1].

Organisations/personnes visées :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Municipalité de La Durantaye

Suivi des recommandations :

Municipalité de La Durantaye

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-04236

Événement :

Un homme de 46 ans en détention à l'Établissement de détention de Québec décède d'un abcès cérébral frontal à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus.

Recommandations :

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- examine la qualité des services et des soins dispensés au patient depuis sa visite à l'infirmierie le 4 juillet 2018 [1].

Organisations/personnes visées :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2021-01-27, l'intervenant informe le coronier en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 182 : L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2020-2021.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021	
	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE (en \$)
Coroners ²	6,7	1 204 485
Cadres	2,0	229 345
Professionnels	13,3	1 198 444
Techniciens et employés de bureau	28,0	1 480 692

¹ Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 96 000 heures pour l'année 2020-2021 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures). Les postes vacants ne sont pas inclus.

² Exclut les coroners à temps partiel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 183 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2020-2021 ainsi que les augmentations prévues.

CORONERS¹	RÉMUNÉRATION (\$)	AUGMENTATIONS PRÉVUES
Brochu, Jean-E D ^f (investigateur)	166 168	Conformément aux orientations gouvernementales
Clavet, Martin D ^f (investigateur)	166 168	
Descary, Pascale M ^e (coroner en chef)	189 563	
Godin, Julie-Kim M ^e (investigateur)	142 226	
Kamel, Géhane M ^e (investigateur)	154 696	
Kronström, Andrée M ^e (enquêteur et investigateur)	160 148	
Malouin, Jean-Luc M ^e (enquêteur et investigateur)	169 910	
Spénard, Karine M ^e (investigateur)	160 148	

Aucune prime, ni boni n'a été versé au cours de cette période

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.

¹ La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 184 : Modifications apportées aux fonctions et responsabilités du coroner en chef adjoint.

Aucune modification.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 185 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis cinq ans ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports

TABLEAU 1 - NOMBRE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 ET 2020.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Rapport terminé	4 055	4 047	4 418	4 864	4 490	3 682
Rapport en cours	2	15	17	134	564	1 972

TABLEAU 2 - POURCENTAGE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Rapport terminé	100,0 %	99,6 %	99,6 %	97,3 %	88,8 %	65,1 %
Rapport en cours	0,0 %	0,4 %	0,4 %	2,7 %	11,2 %	34,9 %

Les calculs reflètent l'état des données au 28 février 2021.

Délai moyen :

Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de 10,2 mois.

* Les données ont été rectifiées pour exclure les autorisations d'entrées et de sorties de corps qui ne nécessitent pas la production d'un rapport d'investigation.

** La computation des rapports terminés et en cours pour les années 2014 à 2018 a été revue pour tenir compte des dossiers terminés du 1er janvier 2019 au 31 mars 2020

*** Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 186 La liste des enquêtes terminées en 2020-2021 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	Date de remise du rapport
2018-05-01	Lyndia Hamel	Décès dans un centre de désintoxication	M ^e Andrée Kronström	2016-12-27	Trois-Rivières	2020-06-08
2019-05-29	Rosalie Gagnon	Décès dans des circonstances obscures	M ^e Géhane Kamel	2018-04-18	Québec	2021-03-01

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 187 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2021 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	État d'avancement de l'enquête
2019-03-08	Enquête thématique sur quatre suicides ainsi qu'un homicide suivi d'un suicide	M ^e Andrée Kronström	2017-05-10 2017-05-11 2018-05-01 2018-09-21 2019-01-18 2019-11-05	Laval, Québec, St-Augustin-de-Desmaures, St-Joseph-du-Lac.	Un changement de procureur du coroner a entraîné la réorganisation du calendrier des audiences. Nouvelles audiences prévues en mai, juin et septembre 2021.
2019-04-01	Décès par décharge d'arme à feu lors d'une intervention policière	M ^e Jean-Luc Malouin	2017-06-27	Montréal	Audiences tenues du 17 au 20 février 2020 et du 24 au 27 février 2020, et du 18 au 21 janvier 2021. Audiences à planifier pour le volet recommandations.
2019-05-10	Décès d'une fillette de 7 ans dans des circonstances obscures	M ^e Géhane Kamel	2019-04-30	Sherbrooke	En attente de l'issue des poursuites judiciaires.

Date de l'ordonnance	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	État d'avancement de l'enquête
2020-06-17	Cinquante-trois décès en CHSLD et RPA survenus pendant la première vague de COVID-19	M ^e Géhane Kamel	Décès survenus entre le 12 mars et le 1 ^{er} mai 2020.	Dorval, Laval, Lévis, Longueuil, Montréal, Shawinigan, Terrebonne.	Onze jours d'audiences reportées sur requête d'une personne intéressée. Audiences prévues en mars, avril, juin, septembre et novembre 2021.
2020-09-15	Décès lors d'une intervention policière.	M ^e Karine Spénard	2017-03-06	Montréal	Audiences à planifier.
2020-09-25	Cinq suicides en milieu carcéral	M ^e Karine Spénard	2019-04-18 2019-05-12 2018-09-12 2017-10-01 2018-10-02	Montréal, Québec, Sherbrooke.	Audiences tenues du 23 au 25 novembre 2020. Autres audiences prévues en mars 2021.
2020-10-06	Décès en milieu hospitalier	M ^e Géhane Kamel	2020-09-28	St-Charles-Borromée	Audiences prévues en mai 2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 188 : Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2020-2021.

- 1) 3 avril 2020 – Note adressée à tous les coroners – Procédure à suivre en cas de soupçon de COVID-19
- 2) 14 avril 2020 – Note adressée à tous les coroners – Décès en CHSLD et reprise de l'imagerie post-mortem à l'ICM
- 3) 1^{er} mai 2020 – Note adressée à tous les coroners – Interprétation des résultats d'analyses toxicologiques
- 4) 13 juillet 2020 – Note adressée à tous les coroners – Nouvelle collaboration avec l'Ordre professionnel des diététistes du Québec
- 5) 20 août 2020 – Note adressée à tous les coroners – Avis au coroner lorsque le décès n'a pas encore été constaté
- 6) 22 septembre 2020 – Note adressée à tous les coroners – Nouveaux rôles de vos collègues à l'assurance qualité
- 7) 1^{er} octobre 2020 – Note adressée à tous les coroners – Nouvelle offre de service : Comité de relecture
- 8) 27 octobre 2020 – Note adressée à tous les coroners – Besoins particuliers du LSJML dans certains cas d'autopsies judiciaires
- 9) 2 novembre 2020 – Note adressée à tous les coroners – Attestation de formation continue
- 10) 11 novembre 2020 – Note adressée à tous les coroners – C'est parti pour le Comité de relecture!
- 11) 17 novembre 2020 – Note adressée à tous les coroners – Décès d'enfants : les critères pour conclure à une asphyxie positionnelle
- 12) 24 novembre 2020 – Note adressée à tous les coroners – Majoration des honoraires au 2 avril 2020
- 13) 26 novembre 2020 – Note adressée à tous les coroners – Guide intégré d'élaboration d'une bonne recommandation
- 14) 27 novembre 2020 – Note adressée à tous les coroners – Important : obligation de déclarer les décès liés à la COVID-19 ou suspectés de l'être
- 15) 14 décembre 2020 – Note adressée à tous les coroners – Majoration des honoraires au 2 avril 2020 – confirmation du versement
- 16) 22 janvier 2021 – Note adressée à tous les coroners – Délais des expertises en toxicologie et demandes de la Direction de la santé publique
- 17) 29 janvier 2021 – Note adressée à tous les coroners – Bonification du montant pour le paiement partiel des honoraires des coroners
- 18) 8 février 2021 – Note adressée à tous les coroners – Attestation de formation continue

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 189 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Le délai moyen pour terminer une investigation du coroner était de 10,2 mois en 2020. Pour les dossiers fermés en janvier et février 2020, le délai était de 10,3 mois. C'est une importante réduction de deux mois par rapport au délai qui était stabilisé à 12,5 mois en 2017 et 2018. Les efforts seront maintenus pour que la réduction des délais déjà bien entamée se poursuive dans les prochains mois et les prochaines années.

Au cours de l'année 2020, 4 656 dossiers ont été terminés, soit une baisse de 23 % par rapport à 2019. Cette baisse s'explique par la fin d'un régime temporaire d'heures supplémentaires qui a permis à l'équipe de l'assurance qualité de fermer un nombre élevé de dossiers accumulés en 2019, et par un roulement de personnel en 2020.

En date du 15 février 2021, les investigations en cours (5 116) l'étaient depuis en moyenne 7,6 mois, tandis qu'au 31 mars 2020, les investigations en cours (5 039) l'étaient depuis en moyenne 6,1 mois. Cet allongement s'explique par le roulement de personnel qui a rendu nécessaire une restructuration de l'équipe de l'assurance qualité à l'automne 2020. L'investissement dans la formation de nouvelles employées et dans l'optimisation des processus de travail se traduit, à court terme, par un ralentissement du traitement des dossiers de coroner à l'interne. Ainsi, la diminution des délais observée depuis 2018-2019 pourrait ralentir pendant quelques mois, le temps que la nouvelle équipe de l'assurance qualité retrouve une cadence de travail plus élevée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICO-LÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 189 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Les constats

Les efforts pour diminuer les délais d'investigation et le traitement des dossiers sont constants depuis quelques années et le demeureront. En plus des rappels officiels lors des colloques annuels de formation et par l'entremise de notes formelles, la coroner en chef sensibilise couramment les coroners accusant de plus longs délais dans le cadre d'échanges directs avec eux. La sensibilisation porte non seulement sur la réduction des délais, mais aussi sur la qualité des investigations qui doit tout aussi impérativement être préservée. Parallèlement, les quelques coroners présentant toujours des retards importants ou manifestant d'autres problématiques liées à leur travail d'investigation font l'objet d'un suivi rigoureux par des mentors spécifiquement désignés pour les aider. Ce soutien de proximité demeurera en place aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce que les délais et la qualité des rapports des coroners ciblés s'améliorent.

Le Bureau du coroner a également pris l'habitude de sensibiliser ses principaux partenaires opérationnels et fournisseurs d'expertises aux délais et de les mettre à contribution dans la recherche de façons de faire toujours plus efficaces. Ces démarches ont permis de réduire le délai moyen pour terminer des investigations comportant des autopsies jusqu'à 11,8 mois en 2016. Après un allongement de 2 à 3 mois en 2017, ce délai est d'environ 13 mois depuis 2018. Ainsi, de nouveaux efforts auprès de nos partenaires demeurent nécessaires pour être en mesure de terminer les investigations du coroner plus rapidement.

Huit nouveaux coroners ont été nommés en 2020 et treize en février 2021. Cet élargissement du bassin de coroners favorise la répartition du travail et l'amélioration continue des délais.

La mise en place de divers outils (ligne téléphonique 1 888 CORONER, système GECCO, accès en ligne pour les coroners à certaines informations de la RAMQ, etc.) a aussi contribué à faire diminuer les délais.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 190 : Impacts financiers de l'adoption du projet de Loi 45, Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef, notamment sur les délais d'enquêtes, le suivi des recommandations et autres.

La Loi 45 est adoptée et sanctionnée, mais non en vigueur à ce jour.

Les dépenses engagées jusqu'au 31 mars 2021 pour la mise en place de la Loi 45 : 19 415 \$

Puisque la Loi n'est toujours pas en vigueur, il n'est pas possible de déterminer l'impact financier sur les délais d'enquêtes, le suivi des recommandations et autres. Toutefois, le Bureau du coroner anticipe une nécessité d'augmenter les honoraires professionnels des coroners pour répondre aux impératifs de cette loi.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 191 : Au sujet des recommandations des coroners pour 2020-2021:

- a. le nombre total;**
- b. le bilan des recommandations des coroners ventilé par leur état de cheminement et de suivi;**
- c. le nombre et la liste des intervenants visés par au moins une recommandation qui n'ont pas fait part des mesures qu'ils entendent mettre en place;**
- d. les intervenants les plus récurrents.**

Concernant les éléments aux points b et c, nous sommes à mettre en place des processus avec de nouvelles dispositions pour être en mesure de fournir toutes les informations demandées pour le prochain exercice de l'étude des crédits 2021-2022.

a) le nombre total s'élève à 271 recommandations correspondant à 127 rapports d'investigation produits;

d) les intervenants les plus récurrents sont: CISSS de l'Outaouais, CISSS de la Côte-Nord, CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec, CIUSSS de l'Estrie, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal, CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Collège des médecins du Québec, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère des Transports du Québec, Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 192 : En date du 31 mars 2021, le nombre total de recommandations en vigueur n'ayant pas eu de suivi connu et en précisant le nombre d'intervenants n'ayant pas fait part des mesures qu'ils entendaient mettre en place.

Le nombre de recommandations demeurées sans réponse est de 160.

Nous sommes à mettre en place des processus avec de nouvelles dispositions pour être en mesure de fournir toutes les informations demandées pour le prochain exercice de l'étude des crédits 2021-2022.



Bureau du coroner



ÉTUDE DES CRÉDITS **2021-2022**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 2

MAI 2021

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
1	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.			
2	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.			1
3	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2020-2021 qui n'existaient pas en 2019-2020.			2
4	Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.			
5	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2020-2021 incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; le nombre de postulants; la date; la nature (concours réservé ou non); le taux de réussite; la répartition par région administrative; la date de la publication des résultats.			
6	Chiffrer et ventiler par année, classe de permis, motif de vérification et motif de refus, les vérifications approfondies effectuées dans le cadre de la délivrance de permis de possession et acquisition d'arme à feu, pour la période allant de 2010 à aujourd'hui.			
7	Dépenses engagées pour le fonctionnement du « Conseil sur les services policiers du Québec », dans les dix dernières années.			
8	Dépenses engagées pour le fonctionnement du « Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial », dans les dix dernières années.			
9	Dépenses assumées et effectifs affectés pour étudier la question de la décriminalisation de la possession simple de toutes les drogues.			
10	Dépenses liées au « Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP) » depuis sa mise en place.			
11	Évolution du budget alloué au Commissaire à la déontologie policière ces dix dernières années.			
12	Dépenses assumées et effectifs affectés à l'élaboration du projet de règlement prévu aux articles 125.1 et 168.1 de la Loi sur les coroners.			3
13	Frais déboursés pour la représentation policière lors d'enquêtes publiques du coroner, ces dix dernières années. Ventiler par dossier.			4
14	Le financement accordé aux corps policiers autochtones en 2020-2021 ventilés par corps policiers et par enveloppe ainsi que le financement planifié en 2021-2022.			
15	Les sommes accordées pour le transport des prévenus des villages nordiques du Nunavik, le nombre de transports effectués et le nombre de prévenus transportés en 2020-2021.			

*Les autres questions se réfèrent aux autres ministères et organismes du MSP.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 2 : Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.

Veuillez vous référer au budget des dépenses 2020-2021.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 3 : Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2020-2021 qui n'existaient pas en 2019-2020.

Veillez vous référer au budget des dépenses 2020-2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 : Dépenses assumées et effectifs affectés à l'élaboration du projet de règlement prévu aux articles 125.1 et 168.1 de la *Loi sur les coroners*

Il y a eu trois effectifs affectés au projet de règlement pour une dépense totalisant : 1102 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 13 : Frais déboursés pour la représentation policiers lors d'enquêtes publiques du coroner, ces dix dernières années. Ventiler par dossier.

Le Bureau du coroner n'a jamais engagé de frais pour assurer la présence des policiers enquêteurs lors des enquêtes publiques au cours des 10 dernières années.



Bureau du coroner

ÉTUDE DES CRÉDITS **2021-2022**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 3

MAI 2021

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2020-2021 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).			
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.			
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.			
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2020-2021, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.			
5	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2020-2021 qui n'ont pas été reconduits en 2022-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.			
6	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2020-2021.			
7	Pour l'année 2020-2021, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.			
8	Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.			
9	Pour l'année 2020-2021, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.			
10	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2020-2021 et comparaison avec les quatre années précédentes.			
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2020-2021.			
12	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2021-2021.			
13	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2020-2021, en incluant les coûts.			
14	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2020-2021.			
15	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
16	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a) au 1er mars 2020, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) budget ventilé de l'UPAC pour 2020-2021; c) liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2021; e) bilan des activités de l'UPAC; f) toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.			
17	Fournir toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.			
18	Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.			
19	Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.			
20	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2020-2021. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.			
21	État de situation de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.			
22	Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.			
23	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subventions pour les trois dernières années. Sommes totales prévues en subventions pour 2021-2022.			
24	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2020-2021 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.			
25	Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.			

NO	<p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p>RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p>RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP</p>	<p>PAGE</p>
26	<p>État de situation au 31 mars 2021 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir, pour les cinq dernières années :</p> <p>a) le budget pour chacune des années;</p> <p>b) l'évolution du nombre d'employés;</p> <p>c) une liste des interventions pour chacune des années;</p> <p>d) tout autre document pertinent.</p>			
27	<p>La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2020-2021.</p>			
28	<p>Coûts reliés à l'opération du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) pour l'exercice 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.</p>			
29	<p>Nombre d'armes enregistrées sur le site Internet Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2021.</p>			
30	<p>Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.</p>			
31	<p>Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation, en date du 31 mars 2021.</p>			
32	<p>L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022.</p>			
33	<p>L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2021, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.</p>			
34	<p>La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2021.</p>			
35	<p>Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2021.</p>			
36	<p>La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2020-2021 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2020 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.</p>			
37	<p>Les objectifs d'émission de constats d'infraction pour chaque district et chaque région.</p>			
38	<p>Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2020-2021.</p>			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
39	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).			
40	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2020-2021, ainsi que les augmentations prévues.			
41	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2020-2021.			
42	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2020-2021, et pour chacune des cinq dernières années.			
43	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2020-2021.			
44	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.			
45	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.			
46	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.			
47	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2020-2021, et pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2021-2022.			
48	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a) au 1er mars 2021, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) budget ventilé de l'EILP pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022; c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2021; d) bilan des activités de l'EILP.			
49	Pour chaque année, depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.			
50	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2020-2021 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.			
51	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.			
52	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
53	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.			
54	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2020-2021.			
55	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2020-2021.			
56	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.			
57	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.			
58	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.			
59	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.			
60	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2021; ventilation par condamné et prévenu.			
61	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
62	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2020-2021.			
63	Depuis 2007-2008, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par centre de détention.			
64	Depuis 2007-2008, le nombre d'évasions pour chaque centre de détention, ventilé par année.			
65	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2010.			
66	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention pour 2020-2021.			
67	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.			
68	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière depuis 2010-2011.			
69	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.			
70	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.			
71	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.			
72	Depuis 2010-2011, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.			
73	Depuis 2010-2011, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
74	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2010-2011 et par région administrative.			
75	Le nombre d'agents de surveillance ainsi que le nombre d'heures effectuées sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2010-2011.			
76	Le coût des roulottes dans les prisons depuis 2010-2011, par année financière et par prison.			
77	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis le 24 avril 2015.			
78	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l'année en cours.			
79	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2020-2021 et de celles prévues en 2021-2022 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.			
80	Depuis 2010-2011, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.			
81	Depuis 2010-2011, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.			
82	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.			
83	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.			
84	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.			
85	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.			
86	Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.			
87	Pour l'année 2020-2021, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.			
88	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2020-2021.			
89	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2020-2021.			
90	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2020-2021.			
91	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.			
92	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.			
93	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013.			
94	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, depuis 2012-2013.			
95	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.			
96	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2010-2011.			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
97	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2020-2021.			
98	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.			
99	Sommes ventilées, accordées depuis 2007-2008, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2020-2021. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2010-2011, et effectif prévu cette année.			
100	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.			
101	Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.			1
102	Fournir le détail, ventilé par région, des coûts liés au déploiement des contrôles routiers dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.			
103	Au 31 mars 2021, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.			
104	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.			
105	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour les trois dernières années. Prévisions pour 2021-2022.			
106	État de situation au 31 mars 2020 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2021-2022. Ventiler la mise en œuvre par : a) orientation de la Politique; b) objectif de la Politique; c) ministère de mise en œuvre; d) résultats atteints en 2019-2020 et en 2020-2021; e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2019-2020; f) budget pour chaque action; g) tout document produit à cet effet.			
107	Fournir la liste des demandes de soutien financier pour la formation de pompiers, par municipalité, le montant de l'aide octroyée, ventilé par type de formation et par municipalité, et, le cas échéant, le motif du refus. Fournir les prévisions pour 2021-2022.			
108	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2020-2021, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	181		
109	L'effectif du Bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2020-2021.	182		
110	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2020-2021 ainsi que les augmentations prévues.	183		

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
111	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2010 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	185		
112	La liste des enquêtes terminées en 2020-2021 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	186		
113	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2021 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	187		
114	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2020-2021.	188		
115	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2020- 2021.			
116	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2020-2021 ainsi que les augmentations et bonis prévus.			
117	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2020-2021 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.			
118	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2020-2021 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.			
119	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.			
120	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2020-2021.			
121	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2020-2021 ainsi que les augmentations prévues.			
122	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2020-2021.			
123	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2021, par catégorie et par origine.			
124	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.			
125	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022.			
126	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2020-2021, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.			
127	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2020-2021 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).			

NO	ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP	PAGE
128	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2020-2021.			
129	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.			
130	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2020-2021.			
131	La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2020-2021, ainsi que les augmentations prévues.			
132	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.			
133	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.			
134	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2020-2021 et montant de la subvention prévue pour 2021-2022.			
135	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2020-2021.			
136	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2020-2021, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.			
137	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2020-2021.			
138	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2020-2021, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.			
139	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2020-2021, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.			
140	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2020-2021.			
141	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2010-2011, par année financière.			
142	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2020-2021.			
143	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2020-2021, ainsi que le résultat de chacune des décisions.			
144	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière.			
145	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.			
146	Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.			
147	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2020-2021, par région.			
148	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2020-2021.			

NO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 TABLE DES MATIÈRES</p> <p style="text-align: center;">RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AU CAHIER MSP *</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
149	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.			
150	Budget alloué au BEI pour l'année 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.			
151	Effectif du BEI en date du 31 mars 2021. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.			
152	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2020-2021.			
153	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.			
154	Concernant l'implantation du système de communication d'urgence RENIR, indiquer les sommes, au 31 mars 2021, qui ont été nécessaires au maintien du système de communication précédent, la nature et le nombre de situations problématiques dans lesquelles le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2021-2022 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés.			

*Les autres questions se réfèrent aux autres ministères et organismes du MSP.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 101 : Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.*

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de policiers qui se sont enlevé la vie	1	4	0	4	0

*Le détail demandé ne peut être communiqué en application des articles 14, 28, 29, 37, 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

